

Cahier des clauses administratives particulières

Accord-cadre d'assistance à la maîtrise d'œuvre pour de
la Tierce Recette Applicative

Consultation : 25_AMOE_TRA

Forme : Accord-cadre à bons de commande et mono-attributaire

Montant maximum par lot :

Lot 1 : 37 408 333 € HT

Lot 2 : 4 875 000 € HT

Lot 3 : 816 667 € HT

Lot 4 : 816 667 € HT



Sommaire

SOMMAIRE	2
ARTICLE I – PREAMBULE.....	4
I.1. CONTEXTE	4
ARTICLE II – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L’ACCORD-CADRE	5
II.1. OBJET DE L’ACCORD-CADRE	5
II.2. ALLOTISSEMENT	5
II.3. FORME ET ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE	5
II.4. DOCUMENTS REGISSANT LE PRESENT ACCORD-CADRE	6
ARTICLE III – VIE DE L’ACCORD-CADRE	8
III.1. DUREE DE L’ACCORD-CADRE	8
III.2. REEXAMEN.....	8
III.3. RESILIATION/EXECUTION	9
ARTICLE IV – MODALITES GENERALES D’EXECUTION	10
IV.1. GENERALITES	10
IV.2. REPRESENTANTS DES PARTIES.....	10
IV.3. LIEU D’EXECUTION ET/OU DE LIVRAISON	10
IV.4. DELAIS D’EXECUTION ET/OU DE LIVRAISON	11
IV.5. PRECISIONS RELATIVES AUX PERIODES OUVREES	11
IV.6. SUIVI D’EXECUTION ET PILOTAGE DE L’ACCORD-CADRE	11
IV.7. ÉCHANGE D’INFORMATIONS ET DEVOIR DE CONSEIL RENFORCE	12
ARTICLE V – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	13
V.1. QUALITE DE LA PRESTATION	13
V.2. CORRESPONDANTS ET INTERVENANTS DU TITULAIRE	13
V.3. DOCUMENTATION.....	14
V.4. CONFLIT D’INTERETS	15
V.5. PERENNITE	15
ARTICLE VI –PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
VI.1. GENERALITES	16
VI.2. REGIME APPLICABLE AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES	17
VI.3. DROITS CONSENTIS SUR LES RESULTATS	18
VI.4. ETENDUE DES DROITS DE L’ADMINISTRATION SUR LES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS	20
VI.5. ENGAGEMENT ET GARANTIES	21
VI.6. ACCORD PREALABLE/REDEVANCE	22
VI.7. REGIME DES DONNEES	23
VI.8. TRANSFERT DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	23
VI.9. STIPULATIONS FINALES	24
ARTICLE VII – REGLES DE SURETE- SECURITE DU SYSTEME D’INFORMATION	25
VII.1. GENERALITES.....	25
VII.2. CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS	25
VII.3. EXIGENCES PARTICULIERES ATTACHEES AU PERSONNEL	26
VII.4. GOUVERNANCE SECURITE	27
VII.5. SORT DES DONNEES	27
VII.6. PROTECTION DU SYSTEME INFORMATIQUE FACE AUX MENACES MALVEILLANTES	27
VII.7. OBLIGATIONS RELATIVES AUX MATERIELS INFORMATIQUES MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	28
ARTICLE VIII – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	30
VIII.1. DONNEES TRAITEES PAR L’ADMINISTRATION ET LE TITULAIRE DU MARCHÉ DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LEUR RELATION CONTRACTUELLE	30
VIII.2. DONNEES TRAITEES PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ AU NOM ET POUR LE COMPTE DE L’ADMINISTRATION	30

ARTICLE IX – COMMANDES	31
IX.1. PROPOSITION PREALABLE	31
IX.2. PASSATION DE LA COMMANDE	31
IX.3. MODIFICATION DE LA COMMANDE	32
ARTICLE X – PRIX/REGLEMENT	33
X.1. FORME ET COMPOSITION DES PRIX	33
X.2. VARIATION DES CONDITIONS ECONOMIQUES	33
X.3. AVANCES/ACOMPTE	34
X.4. FRAIS DE TRANSPORT ET/OU DE SEJOUR	35
X.5. LIQUIDATION DES PAIEMENTS	35
X.6. FACTURATION	35
ARTICLE XI – VERIFICATIONS	35
XI.1. REMISE DES PRESTATIONS/LIVRAISON	35
XI.2. DEROULE DES OPERATIONS DE VERIFICATION	36
XI.3. DECISIONS DE L'ADMINISTRATION	36
ARTICLE XII – GESTION DES PERFORMANCES	37
XII.1. GENERALITES	37
XII.2. MODALITES DE CALCUL DES PENALITES	38
XII.3. TYPES ET MODALITES DE CALCUL DES PENALITES	40
XII.4. RESPONSABILITE	40
XII.5. EXONERATION DES PENALITES	41
XII.6. DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	41
ARTICLE XIII – DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	42
XIII.1. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	42
XIII.2. CONSIDERATION SOCIALE POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES	43
XIII.3. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	43
ARTICLE XIV – DISPOSITIONS DIVERSES	48
XIV.1. UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE/TERMINOLOGIE	48
XIV.2. PRECISIONS RELATIVES AUX PME	48
XIV.3. SOUS-TRAITANCE	48
XIV.4. CHANGEMENTS DANS LA SITUATION DU TITULAIRE / MANDATAIRE	49
XIV.5. GESTION DES DIFFERENDS	49
XIV.6. DEROGATIONS AU CCAG/AMENAGEMENTS	51

Article I – Préambule

I.1. Contexte

Maîtrise d'œuvre de la quasi-totalité des projets informatiques au sein du ministère de la Justice, la Direction du Numérique (DNum) souhaite pouvoir avoir recours à des prestations de tierce recette applicative visant à apporter une assistance à maîtrise d'œuvre d'expertise à son « Centre de Compétences Tests (CCT) » dont les missions sont de :

- Cadrer, organiser et piloter les sous-projets de tests au sein des projets informatiques ;
- Vérifier, valider la qualité de développement livrée par les projets avant la mise en production ;
- Améliorer la qualité et la performance des tests pour garantir de meilleurs services rendus et une meilleure satisfaction des utilisateurs ;
- Mettre en œuvre un mode de fonctionnement efficient et réactif proposant un accompagnement des équipes MOE et métiers au travers des formations et un plan de montée en compétences ;
- Garantir la mise en œuvre des méthodologies de tests adaptées aux projet cycle en V et agiles de la DNum ;
- Industrialiser et automatiser les tests ;
- Mettre à disposition les outils nécessaires à la réalisation des missions du CCT (outils de test, de gestion de projet et de travail collaboratif) ;
- Pourvoir une offre de services complète et accompagnée d'engagements de services.

L'Administration attend du titulaire qu'ils prennent en charge les prestations commandées au niveau de qualité requis contractuellement, qu'il apporte son expertise et devoir de conseil.

Article II – Caractéristiques principales de l'accord-cadre

II.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance à la maîtrise d'œuvre pour de la Tierce Recette Applicative (TRA).

Le détail des prestations attendues figure au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

II.2. Allotissement

En application des articles L.2113-10 et R.2113-1 du code de la commande publique, les prestations sont décomposées en quatre (4) lots définis comme suit :

N° du lot	Intitulé
Lot n°1	Pilotage, conception et exécution des tests
Lot n°2	Test de performance
Lot n°3	Automatisation des tests
Lot n°4	Administration de l'outillage de test

II.3. Forme et étendue de l'accord-cadre

Soumis aux dispositions des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique (porté par l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre et par le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018), **le présent accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande.**

Les différents lots de cet accord-cadre sont conclus sans montant minimum et avec un montant maximum.

Les montants estimatif et maximum par lots sont les suivants :

N° du lot	Intitulé	Montants sur la durée totale d'exécution (4 ans)	
		Montant estimé indicatif (non contractuel) (€ HT)	Montant maximum (€ HT)
Lot n°1	Pilotage, conception et exécution des test	18 704 166 € HT	37 408 333 € HT
Lot n°2	Test de performance	2 437 500 € HT	4 875 000 € HT
Lot n°3	Automatisation des tests	408 333 € HT	816 667 € HT
Lot n°4	Administration de l'outillage de test	408 333 € HT	816 667 € HT

Les montants estimatifs de l'accord-cadre sont mentionnés à titre purement indicatif. Ils n'engagent nullement le ministère de la Justice.

II.4. Documents régissant le présent accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les documents contractuels le régissant sont, par ordre décroissant de priorité :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière, par lot, composée :
 - du bordereau de prix forfaitaire et unitaire (BPFU) pour le lot 1 ;
 - du bordereau de prix forfaitaire et unitaire (BPFU) et de la table des profils pour les lots 2, 3 et 4 ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe CCAP 1 : « Sous-traitance Informatique et libertés » ;
 - Annexe CCAP 2 : « Engagement RSE » ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes techniques :
 - Annexe CCTP A1 : Méthodologie Ministère de la Justice Fonctionnement Agile ;
 - Annexe CCTP A2 : Méthodologie Ministère de la Justice Cérémonies Agile ;
 - Annexe CCTP A3 : Méthodologie Ministère de la Justice Description des rôles Agile ;
 - Annexe CCTP A4 : Méthodologie Management de projet en cycle en V ;
 - Annexe CCTP A5 : Cadre de référence de la méthodologie transverse de la démarche de test au Ministère de la Justice ;
 - Annexe CCTP A6 : Manuel Utilisateur Jira/Confluence ;
 - Annexe CCTP A7 : Glossaire Agile ;
 - Annexe CCTP A8 : Impact de l'agilité sur la démarche de test ;
 - Annexe CCTP A9 : Guide squash ;
 - Annexe CCTP A10 : RGAA ;
 - Annexe CCTP A11 : Modèle de Bordereau de Livraison ;
 - Annexe CCTP A12 : Modèle de devis ;
 - Annexe CCTP A13 : Modèle d'anomalie ;
 - Annexe CCTP A14 : Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ;
 - Annexe CCTP A15 : Plan d'assurance et de contrôle qualité (PACQ).
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance (antérieurs ou postérieurs à la notification du présent accord-cadre) ;
6. L'ensemble des recommandations¹ référençant les normes et standards applicables au sein des systèmes d'information de l'Administration et, en particulier :
 - Le référentiel général d'accessibilité pour les Administrations (RGAA), approuvé par l'arrêté du 20 septembre 2019 ;
 - Le référentiel général d'interopérabilité (RGI), approuvé par l'arrêté du 20 avril 2016 ;
 - Le référentiel général de sécurité (RGS), approuvé par l'arrêté du 13 juin 2014 et étendu par l'arrêté du 10 juin 2015 ;
7. L'offre du Titulaire, composé notamment du cadre de réponse technique (CRT) renseigné, du mémoire financier ainsi que ses éventuelles annexes ;

¹ L'ensemble des documents ici visés sont accessibles à l'adresse : <http://references.modernisation.gouv.fr/>

8. Les bons de commande, dès lors qu'ils ont été adressés au Titulaire dans les conditions figurant à l'article IX.2 du présent document.

N.B.1 : L'annexe « Sous-traitance Informatique et Libertés » sera complétée/élaborée et validée par les parties lors de la prestation d'initialisation.

N.B.2 : Le Plan d'assurance et de contrôle qualité (PACQ) et le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) seront initiés par les soumissionnaires lors du dépôt de l'offre. La finalisation et validation desdits documents auront lieu lors de la prestation d'initialisation.

N.B.3 : Les conditions générales de vente ou autres mentions pouvant figurer dans la proposition commerciale transmise par le Titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Par ailleurs, les parties peuvent convenir de rendre contractuels certains comptes rendus réalisés dans le cadre de comités/réunions non prévus initialement à l'accord-cadre, sans qu'ils ne puissent bouleverser les présentes stipulations contractuelles. Tel est notamment le cas lors de réengagement sur le planning d'exécution.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétations entre des documents et/ou clauses de nature différente et/ou de rang différent, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Les originaux de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP et de la proposition du Titulaire, qui font seule foi, sont conservés dans les archives de l'Administration.

Article III – Vie de l'accord-cadre

III.1. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit deux (2) fois pour une période de douze (12) mois à sa date anniversaire (2 + 1 + 1), sans que sa durée n'excède quatre (4) ans.

La reconduction est tacite et le Titulaire ne peut s'y opposer.

L'Administration peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre par une décision expresse de son représentant intervenant au plus tard un (1) mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

La décision n'a pas à être motivée. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Enfin, les bons de commande/ordre de service peuvent être émis jusqu'à son dernier jour de validité, quelle que soit leur durée d'exécution et/ou leur délai de livraison, sans toutefois que l'un ou l'autre puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre, lesdits six (6) mois s'entendant comme la date limite d'exécution ou de livraison et, partant, n'intégrant pas les éventuels délais de vérifications prévus par le présent accord-cadre (ceux-ci venant donc s'ajouter aux six (6) mois).

III.2. Réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications et/ou ajouts de prestations, de processus et modes de fonctionnement, peuvent intervenir, soit à l'initiative de l'Administration, soit sur proposition du Titulaire, car rendus nécessaires notamment :

- Par une évolution législative, réglementaire et/ou normative ;
- Par des préconisations apportées en matière de sécurité des systèmes d'information ;
- Pour causes de modifications techniques majeures ;
- Pour un changement ultérieur d'outil qui serait nécessaire en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Pour recourir à des connaissances sur des éléments ou technologies ne figurant pas dans le socle technologique ;
- Pour cause d'évolutions d'ordre technique, technologique, d'obsolescence et de disponibilité.

Concernant ce dernier cas de modification, le ministère de la Justice se réserve la possibilité de demander au Titulaire dans le cadre de l'exécution des lots, des connaissances sur des éléments ou technologies ne figurant pas au CCTP. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas en capacité de répondre à cette demande, le ministère de la Justice se réserve la possibilité de faire appel à un autre vecteur juridique.

Conformément à l'article L.2194-1 du code de la commande publique, ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre et ne peuvent bouleverser l'économie générale de celui-ci.

Sous réserve et à compter de leur acceptation par l'Administration, ces nouvelles conditions et/ou nouveaux biens et ou/services viennent mettre à jour l'annexe financière. Ces nouveaux prix sont actualisés dans les conditions prévues à l'article X.2 du présent CCAP.

Lorsque la demande de modifications ou d'ajouts résulte d'une évolution législative, réglementaire et/ou normative ou d'un risque lié à la sécurité des systèmes d'informations, et si cela s'avérait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble toutes modalités et conditions qui peuvent être prises en compte dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de ladite évolution ou du risque lié à la sécurité des systèmes d'informations.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-TIC, l'Administration peut convenir de ne pas acter les modalités de la clause de réexamen par avenant.

En l'absence d'accord entre le Titulaire et l'Administration, le présent accord-cadre pourra être résilié selon l'article III.3 ci-après.

III.3. Résiliation/Exécution

III.3.1. – Cas de résiliation

L'Administration peut résilier l'accord-cadre :

- En cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 49.1 du CCAG-TIC ;
- Dans les cas visés à l'article 48 du CCAG-TIC, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Pour motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le présent accord-cadre ne prévoyant pas de montant minimum d'engagement, aucune indemnité de résiliation n'est accordée au titulaire dans cette hypothèse ;
- Pour faute du Titulaire au titre de l'article 50 du CCAG-TIC et dans les conditions prévues aux articles 50.1 à 50.3 dudit CCAG ;
- En cas de violation des obligations en matière de sécurité, de confidentialité et de protection des données à caractère personnel.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC, l'Administration notifie au Titulaire sa décision de résiliation de l'accord-cadre avec un préavis d'un mois (à l'exclusion des cas listés à l'article 50.2 (cas 50.1 g, i, j, m, n) du CCAG-TIC ou pour cause de violation des obligations en matière de sécurité, de confidentialité et de protection des données à caractère personnel).

En cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire, ou en cas d'inexécution par celui-ci de prestations qui ne peuvent souffrir d'aucun retard, l'Administration se réserve la possibilité de recourir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire, conformément à l'article 54 du CCAG-TIC dans les conditions prévues à l'article III.3.3 ci-après.

III.3.2. - Décomptes

La résiliation qui intervient dans le cas fixé à l'article 49 du CCAG-TIC (événements liés au marché) donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 52.2 du CCAG-TIC.

La résiliation qui intervient dans le cas fixé à l'article 48 du CCAG-TIC (événements extérieurs au marché) donne lieu au décompte mentionné à l'article 52.4 dudit CCAG.

La résiliation qui intervient dans le cas fixé à l'article 50 du CCAG-TIC (faute du Titulaire) et dans le cas d'une violation des obligations en matière de sécurité, de confidentialité et de protection des données à caractère personnel donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 52.3 du CCAG-TIC.

En revanche, pour le cas de la résiliation pour motif d'intérêt général (article 51 CCAG –TIC), il a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Pour ce faire, le Titulaire apporte toutes les preuves indispensables pour permettre la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours (15) ouvrés après notification de la résiliation.

À défaut d'accord entre les parties sur les indemnités qui découleraient des différents cas de résiliations ci-avant dans un délai de six (6) mois après notification de la décision, il est fait application de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

III.3.3. – Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire

L'Administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations prévues par le présent accord-cadre par le biais d'un accord-cadre, marché ou convention de service proposé par l'État ou par l'Union des Groupement d'Achat Public (UGAP), en s'appuyant sur tout autre support juridique du ministère de la Justice, ou encore par tout autre moyen, aux frais et risques du Titulaire, en cas d'incapacité de ce dernier et ce, conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC.

Article IV – Modalités générales d'exécution

IV.1. Généralités

Le Titulaire effectue les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents de l'accord-cadre et veille notamment :

- à informer sans délai l'Administration de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre ;
- à tenir l'Administration informée périodiquement sur le déroulement de l'accord-cadre ;
- à atteindre les objectifs figurant dans sa proposition.

Plus globalement, le Titulaire s'oblige à mettre en œuvre tous les moyens possibles, compte tenu des règles de l'art et des technologies existantes, pour satisfaire aux objectifs du présent accord-cadre.

De son côté, l'Administration s'engage à respecter les délais pour la réalisation des tâches qui lui incombent dans l'exécution de l'accord-cadre et à mettre à disposition l'ensemble des moyens dont elle a la charge, le cas échéant par référence aux attentes et prérequis détaillés dans les documents de l'accord-cadre.

IV.2. Représentants des parties

IV.2.1. – Représentation de l'Administration

L'Administration désigne des représentants administratifs et opérationnels assurant pour son compte le suivi du déroulement de l'accord-cadre, sachant que :

- Le département du pilotage budgétaire, des marchés et des moyens (P2M) de la Direction du Numérique (DNUM) est chargé de la gestion et du suivi administratif de l'exécution dudit accord-cadre ;
- La sous-direction du socle numérique et du réseau territoriale (SDSR) de la Direction précitée et plus particulièrement au sein du département Infrastructure Socle et Service (ISS), le bureau « Centre de Compétences Tests (CCT) » sont les interlocuteurs techniques au sein de l'Administration.

IV.2.3. – Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne un interlocuteur unique, habilité à le représenter auprès de l'Administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Il est l'interlocuteur privilégié de l'Administration pour toute question d'ordre commercial et opérationnel.

Il a une connaissance approfondie de l'accord-cadre et il dispose de la qualité et de l'autorité nécessaires pour assurer la gestion et le bon fonctionnement de l'accord-cadre.

Cet interlocuteur est désigné au plus tard dix (10) jours ouvrés après la notification de l'accord-cadre. L'Administration en est informée par courriel.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire informe, sans délai, l'Administration de toute modification d'interlocuteur désigné.

IV.3. Lieu d'exécution et/ou de livraison

Les prestations s'exécutent principalement, sauf indications contraires², au sein des locaux et sites du Ministère (Île-de-France, Amiens, Nantes). Etant précisé qu'en cas de changement d'adresse, il ne sera pas nécessaire d'acter la modification par avenant.

² A titre exceptionnel, les réunions peuvent se tenir par visioconférence à l'initiative ou après accord de l'Administration.

Les réunions, les comités et les séances de travail se déroulent au sein des locaux du ministère de la Justice en Ile-de-France. Néanmoins certaines prestations et réunions ne nécessitant pas une proximité forte avec les équipes du ministère de la Justice peuvent être réalisées dans les locaux du titulaire.

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés dans les bons de commande émis par l'Administration.

Les prestations, objet du présent marché, peuvent être effectuées en télétravail avec accord express préalable de l'Administration.

Dès lors que les prestations s'exécutent dans les locaux du Titulaire ou les locaux agréés par lui, les dispositions de l'article 17 du CCAG-TIC trouvent à s'appliquer.

Il est par ailleurs précisé que les prestations ne pourront en aucun cas être réalisées en dehors de l'Union Européenne.

IV.4. Délais d'exécution et/ou de livraison

Dès lors que l'Administration a adressé un bon de commande et/ou ordre de service au Titulaire, les biens et/ou services sont fournis conformément aux éléments figurant dans ceux-ci, au présent document et au CCTP.

Dans le cas où ce dernier s'aperçoit que les délais stipulés dans le bon de commande et/ou dans tout ordre de service émis sur la base d'un bon de commande ne peuvent être respectés, pour quelque raison que ce soit, il est tenu d'en aviser immédiatement l'Administration en précisant l'origine du retard et les nouveaux délais sur lesquels il s'engage.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel.

Dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la réception de la demande de prolongation du délai d'exécution du bon de commande, l'Administration notifie, dans le cadre d'un bon de commande modificatif, sa décision au Titulaire dans les conditions figurant aux articles 3.1.1 à 3.1.2 du CCAG-TIC et, dans ce cadre, elle peut :

- soit accepter les nouveaux délais qui lui sont proposés, sous réserve le cas échéant, d'un juste dédommagement pour le préjudice subi, sachant en outre que l'Administration peut décider d'appliquer les pénalités prévues dans le présent document sauf en cas de force majeure ou du fait de l'Administration, selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.
- soit résilier l'accord-cadre ou la partie de l'accord-cadre concernée dans les conditions fixées à l'article III.3 ci-avant.

Il est par ailleurs ici précisé que lorsque le report de délai est à l'initiative de l'Administration, le vecteur utilisé pour la prolongation est le bon de commande modificatif prévu à l'article IX.3 ci-après, ou lorsque ce délai a été fixé par ordre de service, par ordre de service modificatif.

Que la demande de délai soit sur proposition du Titulaire ou sur l'initiative de l'Administration, la période d'exécution des bons de commande/ordres de service au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre visée à l'article III.1 du présent CCAP est reportée de la durée de la prolongation convenue.

IV.5. Précisions relatives aux périodes ouvrées

En complément des dispositions de l'article 3.2 du CCAG-TIC, il est précisé que, trouvant à s'appliquer sur la base du lieu d'exécution des prestations, les périodes ouvrées s'étendent du lundi au vendredi de 08 heures 00 à 18 heures 00 (heure métropolitaine), à l'exception des jours fériés et chômés tels que définis par les articles L. 3133-1 et L. 3133-4 du Code du travail.

Ces périodes ouvrées sont définies sans préjudice des dispositions prévues aux CCTP en matière de plage d'intervention/support et le cas échéant d'astreinte.

IV.6. Suivi d'exécution et pilotage de l'accord-cadre

Pour l'exécution et le bon fonctionnement de l'accord-cadre, l'interlocuteur désigné par le Titulaire selon les dispositions de l'article IV.2.3 du présent CCAP assure le suivi de l'exécution et le pilotage de l'accord-cadre dans les conditions prévues à la Partie 3. « Modalités de Gouvernance de l'accord-cadre » du CCTP.

Les comités et réunions ont lieu, sauf indication contraire dans les locaux du ministère de la Justice.

Le Titulaire rédige notamment le compte rendu des réunions et des comités conformément au CCTP qu'il soumet pour validation selon les modalités prévues au CCTP.

Dans ce cadre, il est précisé que toute difficulté quant à la validation d'un point quelconque du compte-rendu est soumise en premier point de l'ordre du jour du comité suivant.

L'interlocuteur désigné par le Titulaire dispose des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par chaque situation. Il assure notamment :

- le suivi opérationnel continu ;
- l'organisation et le pilotage de réunion(s) ;
- le suivi et la mise à jour de la base documentaire ;
- le suivi de la facturation ;
- le conseil en vue de l'optimisation des procédures.

Il est joignable et disponible du lundi au vendredi de 08 heures 00 à 18 heures 00. En cas d'absence, le titulaire désigne un remplaçant ayant le même niveau d'expertise et les mêmes prérogatives.

IV.7. Échange d'informations et devoir de conseil renforcé

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte.

Sauf indication particulière de l'Administration et disposition prévues aux CCTP, le Titulaire répond aux questions que celle-ci lui adresse dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre dans le délai maximal de dix jours ouvrés à compter de la date de réception des demandes.

Parallèlement, il appartient au Titulaire de recueillir les informations qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de ses prestations et de communiquer les documents ou informations qu'il estime nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Pour les demandes qui émanent du Titulaire, l'Administration se réserve le droit de demander la justification de celles-ci, voire de ne pas y apporter de réponse, par décision dûment motivée, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité ou si elle estime qu'elles ne sont pas en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, ou ne sont pas nécessaires à sa bonne exécution.

En tout état de cause, l'absence de communication de documents ou d'informations par l'Administration au Titulaire, ou leur communication tardive, ne peut avoir pour effet de dégager le Titulaire de ses responsabilités dans l'exécution de l'accord-cadre, à moins qu'il n'établisse un lien direct et certain entre l'absence de communication ou la communication tardive et les manquements qui lui seraient reprochés.

Il est enfin précisé que cette communication par l'Administration au Titulaire ne dispense pas celui-ci de procéder à toutes vérifications utiles. En cas d'erreur contenue dans ces documents ou informations et non détectées à la livraison par le Titulaire, il avertit l'Administration sans délai des conséquences financières techniques et organisationnelles.

Article V – Engagements du Titulaire

V.1. Qualité de la prestation

Le Titulaire s'oblige à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre et des bons de commande/ordres de service émis sur la base de l'accord-cadre, un niveau de qualité résultant notamment :

- des stipulations des pièces contractuelles figurant à l'article II.4 du présent CCAP ;
- des exigences figurant dans les différents documents émis dans le cadre de l'accord-cadre (demande de l'Administration, propositions, études et autres rapports du Titulaire...) ;
- des usages professionnels et des règles de l'art.

Pour apprécier la qualité, outre les indicateurs qui figureraient dans les documents de l'accord-cadre, les instances de suivi définies à la Partie 3. « Modalités de Gouvernance de l'accord-cadre » du CCTP peuvent, à la demande de l'Administration ou sur proposition du Titulaire, définir et mettre en œuvre de nouveaux indicateurs et ce, sans qu'il ne soit nécessaire de conclure un avenant.

Sous réserve que la demande de l'Administration fasse suite à des difficultés réelles dans l'exécution du présent accord-cadre, dans le cas où le Titulaire refuse l'introduction d'un ou plusieurs nouveaux indicateurs demandés par l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de prononcer la résiliation fautive de l'accord-cadre dans les conditions stipulées à l'article III.3 ci-avant.

Le Titulaire peut fournir tous les éléments de mesure et suivi permettant à l'Administration d'apprécier le respect des indicateurs de qualité ainsi définis, particulièrement en cas de retards ou de dysfonctionnements constatés par les deux parties. À cette occasion, il veille à informer l'Administration des difficultés rencontrées et s'engage à proposer des solutions et axes d'amélioration.

Les modes de détermination et de communication de ces mesures figurent dans l'offre/la proposition du Titulaire, au CCTP ou, le cas échéant, sont déterminés par l'un des comités mentionnés ci-avant.

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions concernant la qualité de service, non réparé dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivants la mise en demeure par l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de prononcer la résiliation fautive de l'accord-cadre.

L'Administration se réserve par ailleurs la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer tous les contrôles et audits qu'elle estime nécessaires concernant la qualité d'exécution des prestations et/ou livrables fournis par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Administration ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire et, dans le cas où il est considéré qu'ils révèlent une qualité insuffisante compte tenu des contraintes opérationnelles de l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de prononcer la résiliation fautive de l'accord-cadre dans les conditions stipulées ci-avant.

V.2. Correspondants et intervenants du Titulaire

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à mettre en place des intervenants dont le niveau de qualification et d'expérience doit impérativement être conforme aux profils mentionnés dans sa proposition et respectant les niveaux de profils figurant au sein de sa proposition technique (CRT).

La mesure de cet engagement se matérialise par une procédure d'agrément préalable, qui vise *a minima* les intervenants matérialisant lesdits CV et/ou profils et, dans la perspective des dispositions ci-après, concerne prioritairement ceux qui ont accès aux locaux et/ou aux informations et aux données de l'Administration. Néanmoins, l'Administration se réserve le droit de vérifier à tout moment les CV et/ou profils des intervenants localisés dans les locaux du Titulaire et ce, quel que soit le type de prestation commandée.

Pour ce faire, le Titulaire indique au plus tard dans les dix (10) jours ouvrés qui suivent la notification de l'accord-cadre, les noms, titres, coordonnées professionnelles et le *curriculum vitae* (CV) des correspondants principaux et, notamment, du chef de projet³.

De même, il communique à l'Administration le CV de tout nouvel intervenant quinze (15) jours ouvrés avant la date effective d'arrivée de la personne concernée.

Outre le fait que l'Administration peut récuser l'ensemble des personnels proposés lors de leur présentation initiale sans avoir à émettre de justification, une personne de niveau équivalent ou supérieur doit impérativement être désignée par le Titulaire en remplacement dans l'un des cas suivants :

1) Sur demande expresse de l'Administration en cas :

- De non-conformité avec le niveau de qualification et/ou d'expérience par rapport à la proposition ;
- De non-respect des obligations de confidentialité définies à l'article VII.2 ci-après et, plus largement, de problèmes de comportement ;
- De découverte de situation de conflit d'intérêts dans les conditions définies à l'article V.4 ci-après ;
- De problèmes de compétence par rapport au niveau requis et nécessaire pour la réalisation des opérations ;
- De délivrance d'une décision défavorable rendue dans le cadre de l'enquête administrative de sécurité prévue à l'article VII.3 du présent CCAP.

2) Sur demande du Titulaire après accord de l'Administration.

En cas de demande de récusation et/ou remplacement dans les conditions détaillées ci-avant, le Titulaire est tenu d'assurer, dans les dix (10) jours ouvrés⁴, le remplacement de ses personnels à niveau de qualification au moins équivalent de façon à ce que ledit remplacement n'impacte en rien l'exécution de l'accord-cadre (strict respect des délais contractuels).

En outre, en cas de départ programmé d'un intervenant, le Titulaire en informe l'Administration un mois calendaire à l'avance s'il s'agit d'un correspondant principal, et dans un délai minimal de quinze (15) jours calendaires avant la date prévue de départ pour les autres personnels.

La période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations nécessaires est fixée à un (1) mois calendaire pour ce qui concerne les correspondants principaux, et à quinze (15) jours calendaires pour les autres personnels.

Outre qu'il encourt l'application éventuelle des pénalités de retard mentionnées à l'article XII.2.1 ci-après, le non-respect de ces dispositions autorise l'Administration à prononcer la résiliation fautive du présent accord-cadre dans les conditions prévues à l'article III.3 ci-avant.

Les délais de remplacement et de recouvrement peuvent être réduits ou prolongés après accord écrit de l'Administration. Ils sont réduits notamment dans le cas du remplacement d'un interlocuteur rendu nécessaire dans le cadre d'une demande expresse de l'Administration telle que détaillée ci-dessus.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Le Titulaire s'engage autant que de besoin, à maintenir la stabilité des équipes initiales.

V.3. Documentation

Dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG-TIC, la prestation du Titulaire incorpore forfaitairement la fourniture de l'intégralité de la documentation nécessaire à une bonne utilisation des biens et/ou services fournis au titre de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'accord-cadre concerne un ou plusieurs éléments logiciels, il est précisé que la documentation désigne, sans que cette liste soit limitative :

- le descriptif détaillé des environnements techniques matériels et logiciels de développement, d'intégration et, le cas échéant, de fonctionnement ainsi que les documentations techniques de développement et de maintenance correspondantes ;

³ Par correspondant principal, il est entendu tout membre de l'équipe du Titulaire assurant des fonctions de coordination critiques au bon déroulement du projet, en contact direct avec l'administration

⁴ Dont le point de départ est la demande de l'administration quelle qu'en soit la forme (comité de pilotage, courrier électronique...).

- les procédures de fabrication/intégration du résultat depuis l'installation de l'environnement de développement et d'intégration, la lecture, le chargement, les opérations de compression/décompression des supports fournis ainsi que la compilation des sources déposées, l'intégration, jusqu'à la production d'une version livrable ; le cas échéant, les outils nécessaires au développement et à la compilation ainsi que le système d'exploitation compatible avec les codes sources du résultat ;
- la documentation de conception et les documentations techniques associées tels que les dossiers techniques de conception, les dossiers d'études techniques, les dossiers de spécifications les schémas de base de données, modèles conceptuels et physiques de données ;
- les dossiers d'études techniques, de paramétrage, d'installation, de configuration, d'exploitation et de maintenance ;
- les standards de programmation et de documentation, les dossiers et plans de tests ;
- la documentation préalable à la conception des logiciels telle que notamment le cahier des charges et le document de présentation des besoins standard liés à l'utilisation des logiciels ;
- la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne) ;
- la documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance.

Tous les documents remis dans ce cadre par le Titulaire sont rédigés en langue française sauf accord express contraire de l'Administration, ceci valant notamment pour la documentation très spécialisée. En tout état de cause, si cette dernière l'exige, le Titulaire fournit, à sa charge, le document accompagné d'une traduction certifiée en français.

Tant qu'un bien et/ou un service n'a pas été accompagné de la fourniture de sa documentation nécessaire, le cas échéant par référence aux documents de l'accord-cadre, il est considéré comme n'ayant pas été livré.

V.4. Conflit d'intérêts

Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective de l'accord-cadre, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance.

Dans ce cadre, il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que :

- des situations de conflit entre les missions confiées au titre de l'accord-cadre et d'autres intérêts influencent ou sont susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions ;
- ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire informe sans délai et par écrit l'Administration de l'existence dudit conflit et prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

L'Administration se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

V.5. Pérennité

Le Titulaire s'oblige, pendant toute la durée de l'accord-cadre :

- à exécuter l'accord-cadre de telle sorte à ce que la communication entre ses personnels et ceux de l'Administration - ou par un tiers à sa demande - entraîne un transfert de compétences permanent à destination de ces derniers⁵ ;
- à maintenir les compétences internes et à fournir, à la demande de l'Administration, les prestations et éléments (pièces détachées, logiciels et/ou consommables spécifiques...) permettant d'en assurer le bon fonctionnement.

⁵ Si la présente clause trouve notamment à s'appliquer dans le cadre des prestations dites de « réversibilité », elle doit par ailleurs guider l'action des personnels du Titulaire pendant toute la période d'exécution de l'accord-cadre.

Article VI –Propriété intellectuelle

VI.1. Généralités

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire peut être amené à utiliser des logiciels ou d'autres contenus (notamment études, analyses, supports de formation, documentation technique, et plus généralement toute documentation et livrables afférents aux prestations) pouvant être protégé par des droits de propriété intellectuelle (que ce soit de la propriété industrielle ou de la propriété littéraire et artistique), ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire et le secret des affaires.

La présente clause a pour objet de définir les conditions d'utilisation de ces logiciels et contenus dans le présent accord-cadre ainsi que de préciser les définitions de l'ensemble des éléments qui y sont intégrés.

Les droits cédés ou concédés au titre du présent accord-cadre doivent permettre de :

- donner accès à l'administration et à tout tiers autorisé, sans aucune limitation de quelque nature que ce soit, juridique ou technique ;
- satisfaire des besoins d'expérimentations, de formation, de projets internes ou menés en collaboration avec d'autres partenaires ;
- d'utiliser et disposer librement de tous les documents et informations nécessaires au fonctionnement opérationnel de des prestations de l'accord-cadre et particulièrement pour remettre en concurrence les prestations à l'issue du marché et transmettre à toutes les informations nécessaires à l'exécution de ces prestations.

Pour la bonne compréhension du présent article, il est précisé que les termes suivants doivent s'entendre comme suit :

« **Accord-cadre** » ou « **marché** » désigne le contrat couvert par le présent document.

Les « **connaissances antérieures** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'Administration dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'Administration, au Titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du Code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Conformément à l'article 43.1 du CCAG-TIC, les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit en ce compris les logiciels et leur documentation, les signes distinctifs, les rapports, livrables, les études, code source, code objet, fichiers projets, fichiers intermédiaires de type « *makefile* », fichiers de tests, bases de données, scripts, algorithmes, framework ainsi que l'ensemble des fichiers nécessaires à la compilation et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection. Ils ne comportent pas les logiciels standards acquis par l'Administration.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel public à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Administration en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-TIC, les « **connaissances antérieures standards** » désignent les logiciels, progiciels, composants logiciels et tout autre contenu (notamment études, analyses, supports de formation, documentation technique, et plus généralement toute documentation et livrables afférents aux prestations) qui

appartiennent au ministère, au Titulaire ou à des tiers et plus généralement qui ont été conçus avant l'exécution de l'accord-cadre pour être fournis à plusieurs utilisateurs en vue de l'exécution d'une même fonction, ainsi que leur documentation technique.

La « documentation technique » ou « documentation » désigne toute indication se rapportant aux résultats ou aux connaissances antérieures et en particulier, sans que cette liste soit limitative :

- le descriptif détaillé des environnements techniques matériels et logiciels de développement, d'intégration et, le cas échéant, de fonctionnement ainsi que les documentations techniques de développement et de maintenance correspondantes ;
- les procédures de fabrication/intégration du résultat depuis l'installation de l'environnement de développement et d'intégration, la lecture, le chargement, les opérations de compression/décompression des supports fournis ainsi que la compilation des sources déposées, l'intégration, jusqu'à la production d'une version livrable ;
- le cas échéant, les outils nécessaires au développement et à la compilation ainsi que le système d'exploitation compatible avec les codes sources des résultats et des connaissances antérieures ;
- la documentation de conception et les documentations techniques associées tels que les dossiers techniques de conception, les dossiers d'études techniques, les dossiers de spécifications les schémas de base de données, modèles conceptuels et physiques de données ;
- les dossiers d'études techniques, de paramétrage, d'installation, de configuration, d'exploitation et de maintenance ;
- les standards de programmation et de documentation, les dossiers et plans de tests ;
- la documentation préalable à la conception des logiciels telle que notamment le cahier des charges et le document de présentation des besoins standards liés à l'utilisation des logiciels ;
- la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne) ;
- la documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance.

VI.2. Régime applicable aux connaissances antérieures

L'utilisation de connaissances antérieures qui ne seraient pas parfaitement identifiables et techniquement séparables des résultats (c'est-à-dire qui figurent dans des documents et fichiers sources non distincts) sont interdites.

A défaut d'identification expresse, par le Titulaire, en tant que connaissance antérieure dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le Titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Par dérogation aux articles 44 et 45 du CCAG-TIC, le Titulaire accorde à l'Administration sur ses connaissances antérieures, les mêmes droits que ceux définis pour les résultats (pour le monde entier et pour toute la durée de protection des objets protégés par des droits d'auteur), et ce à titre non exclusif, de sorte que l'Administration puisse continuer à les exploiter dans un cadre extérieur au marché.

Ces droits ne visent que les connaissances antérieures strictement nécessaires à l'utilisation des résultats et pour les besoins du présent accord-cadre.

Le Titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des éléments standards intégrés dans les résultats.

Ces droits d'utilisation et d'exploitation des connaissances antérieures sont compris dans les prix du marché.

Au cours de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'Administration, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du présent accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Les codes sources des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures (hors connaissances antérieures standards) indissociables des résultats ainsi que la documentation technique, sont livrés simultanément à la remise du code objet (code exécutable). Le Titulaire de l'accord-cadre est seul responsable de l'analyse et du respect des dispositions des licences couvrant les connaissances antérieures intégrées dans les résultats.

En complément de l'article 44.2. du CCAG-TIC, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Administration un rapport constitué de la liste complète desdites connaissances, en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site Internet par exemple), licence (régime juridique), l'organisme éventuellement dépositaire des codes sources et ce, au plus tard six (6) mois avant la fin prévue ou anticipée de l'accord-cadre.

La mise à disposition par l'Administration de ses connaissances antérieures dans le cadre du présent accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle.

Conformément aux articles 44 et 45 du CCAG-TIC, la conclusion de l'accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures.

L'Administration et le Titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de tout autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

VI.3. Droits consentis sur les résultats

VI.3.1 - Régime applicable aux « Résultats »

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-TIC, pour tous les résultats, l'Administration peut librement utiliser ou faire utiliser l'ensemble de ces résultats, même partiels, résultant des prestations, que ce soit dans le cadre de l'objet du présent accord-cadre ou non.

La libre utilisation ainsi définie est effectuée au titre d'une cession exclusive.

VI.3.2. – Détermination des besoins de l'Administration

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations.

Le Titulaire cède, à titre exclusif, pour le monde entier, et pour la durée légale de protection des droits d'auteur, soit soixante-dix (70) ans à compter du début de l'année suivant le décès de l'auteur conformément à l'article L.123-1 du Code de la propriété intellectuelle, l'ensemble des droits patrimoniaux nécessaires à une libre exploitation et réutilisation des résultats par l'Administration en langue française et toute autres langues. L'ensemble des résultats doivent faire l'objet d'une traduction en langue française. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux :

- le droit de publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports ;
- le droit d'évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- le droit de transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur ;
- le droit d'exploiter et de faire tout usage des résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit d'adapter et de faire adapter, de reproduire et de faire reproduire par quelque procédé que ce soit et sur tout support (papier, magnétique, optique ou vidéographique et notamment disques, disquettes, bandes, listings, vidéogrammes, numérique...) les résultats livrés et/ou produits dans le cadre du présent marché ;
- le droit de modifier, d'arranger tout ou partie des résultats, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements ;
- le droit d'interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins et sur tous supports ;
- le droit de représenter ou de faire représenter, de diffuser ou de faire diffuser les résultats de quelque façon que ce soit et sur quelque réseau que ce soit lesdits résultats ;

- le droit de communiquer à des tiers et/ou à d'autres Administrations l'ensemble des résultats, notamment les dossiers d'études, rapports, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du présent marché et également les logiciels et applications, sous la forme d'une bibliothèque logicielle interministérielle ;
- le droit de faire fabriquer des objets, matériels et de faire exécuter des services conformes aux éléments livrés et/ou exécutés ou à des suites de ces éléments sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque revendication ;
- le droit d'utiliser le savoir-faire et les méthodes acquis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre dès lors qu'ils sont nécessaires à la bonne exploitation des résultats ;
- le droit de faire appel à la concurrence pour confier à un tiers la libre exploitation et réutilisation des résultats à l'issue du présent accord-cadre (ceci valant notamment, mais pas exclusivement, pour les tierces maintenances applicatives).

Le cas échéant, les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Le cas échéant, pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

Pour l'ensemble des droits susvisés, sont compris les modes d'exploitation pour tous les vecteurs, médias, techniques ou supports de communication, de toute nature, connus ou inconnus, et notamment :

- la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, satellitaire ou par câble ; la télévision par voie hertzienne terrestre ou spatiale, analogique ou numérique ;
- la radio ;
- les réseaux intranet et internet ;
- les réseaux de téléphonie fixe ou mobile ;
- toute technologie client-serveur, client-léger, client-lourd, nuage de données ;
- les supports de toute nature, papier, électronique, magnétique, optique, disque, réseau, disquette, DVD, CDV, CDI, CD Rom, CD Worm, ordinateurs, smartphones, tablettes numériques, clés USB.

Lorsque les résultats incluent des éléments logiciels, le Titulaire lui transfère l'ensemble des éléments nécessaires à l'Administration pour exercer ses droits et, en particulier :

- les codes sources qui sont composés d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur et d'un tirage sur support papier de la présentation de l'ensemble des composants (structure de la base de données, liste descriptive des ressources utilisées, liens entre les fichiers, ensemble des écrans, description de l'ensemble des procédures et instructions, sachant que les méthodes formulaires et méthodes projets sont commentées dans un document annexe...) ;
- les codes exécutables ainsi que tout fichier de configuration ou de données destinées à être installé conjointement accompagnés s'il y a lieu de leur logiciel d'installation ;
- l'ensemble de la documentation.

De manière générale, le Titulaire transfère tout élément permettant à l'Administration d'utiliser, d'exploiter l'objet de l'accord-cadre ainsi que de maintenir les résultats, seul ou par le biais d'un tiers prestataire.

En tout état de cause, toutes les données et documents transitant, produits ou intégrés dans le cadre du présent accord-cadre, sont la propriété exclusive de l'Administration.

L'Administration doit notamment pouvoir récupérer et extraire ces données à tout moment, quel que soit son besoin. De même, les outils mis en place pendant l'exécution de l'accord-cadre par le Titulaire (gestion d'incidents, gestion du portefeuille d'évolutions, tableaux de bord, etc.) sont la propriété du ministère de la Justice.

Pour tous les éléments logiciels standards comme spécifiques, et selon les dispositions de l'article VI.4 ci-après, le Titulaire consent à l'Administration l'intégralité des droits nécessaires pour permettre l'avancement de l'accord-cadre et, en particulier, pour lui permettre de procéder à tous les tests et vérifications organisées conformément aux dispositions des articles XI.2. ci-après.

Enfin, le Titulaire est tenu, à chaque version livrée des résultats, de transmettre les codes sources : d'une part de manière complète (avec tout l'historique et les mises à jour) et d'autre part de manière exploitable. Cette transmission doit respecter les exigences de format définies par la cellule d'audit de code du bureau Centre de Compétences de Tests (CCT) de la Direction du Numérique (DNUM).

Ces éléments sont mis à jour par le Titulaire lors de chaque livraison de nouvelles versions correctives et évolutions.

VI.4. Etendue des droits de l'Administration sur les connaissances antérieures standards

VI.4.1 – Généralités

En sa qualité de professionnel, le Titulaire a une obligation d'information, c'est-à-dire de renseignement, de mise en garde et de conseil renforcée quant aux connaissances antérieures standards qu'il utilise dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre pour répondre aux besoins de l'Administration, ceci qu'ils émanent de tiers (« connaissances antérieures standards tiers ») ou qu'ils aient été réalisés par le Titulaire.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il s'engage à informer spontanément l'Administration au fur et à mesure de l'exécution des prestations, du choix desdits connaissances antérieures standards qu'il envisage d'utiliser, accompagnés de leurs régimes juridiques.

Le Titulaire s'engage à utiliser des connaissances antérieures standards qui soient parfaitement identifiables et séparables techniquement des résultats, c'est-à-dire qui figurent dans des documents et fichiers sources distincts.

A défaut d'identification expresse, par le Titulaire, en tant que dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le Titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le Titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures standards intégrés dans les résultats.

Le Titulaire s'engage à ce que le régime juridique des connaissances antérieures standards n'apporte aucune restriction aux résultats et/ou à leurs accès (notamment quant au nombre de personnes pouvant y avoir accès simultanément ou non, quelle que soit leur localisation, leur statut juridique, etc.), tant pendant la durée du présent accord-cadre, qu'à son expiration pour quelle cause que ce soit.

Le Titulaire s'engage à transmettre à l'Administration toute mise à jour, nouvelle version, optimisation, nouvelle fonctionnalité, évolution technique ou juridique relative aux connaissances antérieures standards qui pourrait avoir un impact sur le fonctionnement, l'utilisation ou la maintenance des résultats.

S'agissant des logiciels libres utilisés comme connaissances antérieures standards, il s'engage à n'utiliser que ceux qui ont un régime juridique compatible avec celui des résultats. Il s'interdit d'incorporer dans les résultats, des logiciels qui sont soumis à un régime de licence contaminant / héréditaire (notamment « *copyleft* ») ou encore à réciprocité. Il établit de surcroît une liste des modules/composants logiciels qui, le cas échéant, sont sous licences libres avec mention du type de licence Open Source.

Ce droit d'utilisation des modules/composants logiciels doit notamment recouvrir :

- le droit d'utiliser pour tout usage lesdits codes sources (non cryptés) ;
- le droit d'effectuer des copies en nombre illimité ;
- le droit d'auditer.

VI.4.2. Régime juridique des connaissances antérieures standards

Le Titulaire concède à l'Administration, à titre non exclusif, pour le monde entier et pour la durée prévue à l'article L.123-1 du code la propriété intellectuelle le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article L. 122-6-1 dudit code, les

connaissances antérieures standards et la documentation y afférente pour les besoins de fonctionnement, de l'utilisation, de la maintenance et plus généralement pour tous les besoins découlant du présent accord-cadre.

En s'engageant à avoir en tant que de besoin conclut les licences nécessaires et à en avoir informé l'Administration, le Titulaire s'engage à ce que celle-ci dispose des mêmes droits pour les connaissances antérieures standards de tiers.

Conformément aux articles L.122-6 et L.122-6-1 du Code de la propriété intellectuelle, l'Administration dispose sur les connaissances antérieures standards appartenant au Titulaire et aux tiers :

- du droit de reproduction permanente ou provisoire des connaissances antérieures standards, du droit de traduction, adaptation, arrangement ou toute autre modification des connaissances antérieures standards et la reproduction des connaissances antérieures standards en résultant lorsqu'ils sont nécessaires pour permettre l'utilisation de ces connaissances, conformément à leur destination, y compris pour corriger des erreurs ;
- du droit de faire une copie de sauvegarde lorsque celle-ci est nécessaire pour préserver l'utilisation des connaissances antérieures standards ;
- du droit d'observer, étudier ou tester le fonctionnement ou la sécurité des connaissances antérieures standards afin de déterminer les idées et principes qui sont à la base de n'importe quel élément de cette connaissance lorsqu'elle effectue toute opération de chargement, d'affichage, d'exécution, de transmission ou de stockage des connaissances antérieures standards.

En tout état de cause, les connaissances antérieures standards doivent être utilisables pour tout usage par l'Administration et par les tiers désignés par elle, dans les conditions prévues par la licence. A cet effet, il est précisé que les composants logiciels doivent être rédigés de manière à être lisibles par l'humain, sans que le ministère n'ait à recourir à des services extérieurs (y compris ceux du Titulaire).

Ces droits d'utilisation et d'exploitation des connaissances antérieures standards sont compris dans les prix du marché.

Il est expressément convenu que, à l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire ne se réserve pas le droit de corriger les erreurs et de déterminer les modalités particulières auxquelles sont soumis les actes nécessaires pour permettre l'utilisation des connaissances antérieures standards, conformément à leur destination, par l'Administration. Préalablement à toute utilisation, le Titulaire s'engage à imposer cette obligation aux éditeurs de connaissances antérieures standards de tiers qu'il utilise.

L'Administration peut par ailleurs réaliser sans autorisation, les actes indispensables pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité d'une connaissance antérieure standard du Titulaire ou de tiers créé de façon indépendante avec d'autres logiciels conformément à l'article L.122-6-1 du Code de la propriété intellectuelle.

VI.5. Engagement et garanties

Le Titulaire garantit à l'Administration la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toutes natures relatifs aux résultats, ceux-ci incluant les connaissances antérieures standards.

Le Titulaire garantit :

- qu'il est Titulaire des droits de propriété intellectuelle qu'il cède ou concède ;
- qu'il n'a pas intégré dans l'objet de l'accord-cadre, de logiciels sous licence libre ou à réciprocité et, plus généralement, comportant des contraintes incompatibles avec l'exploitation et/ou la maintenance et/ou des résultats ;
- qu'il n'a pas utilisé de briques ou éléments logiciels de nature à empêcher ou rendre plus onéreux pour l'Administration :
 - le fonctionnement en conditions normales ;
 - la continuité d'accès au service du domaine applicatif ;
 - la possibilité pour l'Administration d'accorder ou de retirer tout accès à des tiers aux résultats, sans aucune restriction tant pendant la durée du marché, qu'à son expiration pour quelque cause que ce soit ;
 - la sécurité du domaine applicatif ;

- l’inspection et le contrôle des résultats par l’Administration à tout moment, y compris l’audit à des fins d’analyse et de sécurité des codes sources des logiciels qui entrent dans le fonctionnement de l’objet du marché;
- la disponibilité, l’intégrité, la confidentialité et la maîtrise par l’Administration des données contenues dans le domaine applicatif ;
- la maintenance et l’évolution de l’applicatif et/ou des résultats, y compris, à l’issue du marché, de façon autonome et en confiant ces prestations à tout tiers ;
- que l’Administration peut librement utiliser et disposer de tous les documents et informations nécessaires pour remettre en concurrence les prestations relatives aux résultats à l’issue du marché, en particulier les transmettre et diffuser à tout tiers;
- qu’il n’a concédé sur les résultats, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d’un tiers;
- qu’il n’existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu’il n’a été informé d’aucun litige susceptible d’être intenté concernant les droits objets de la cession ou concession ;
- qu’il indemnise l’Administration, en l’absence de faute qui serait directement imputable à cette dernière, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l’exploitation des résultats et des connaissances antérieures standards auraient porté atteinte ;

Si l’Administration est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part, du fait de l’exploitation des éléments livrés et/ou fournis au titre du présent accord-cadre, elle en informe sans délai le Titulaire qui :

- prend à sa charge l’action judiciaire et l’intégralité des frais engendrés par ces procédures - y compris les frais d’avocats et de conseils (expertise), et les éventuels dommages et intérêts et condamnations liées – ou, si c’est l’Administration qui est partie, à lui apporter toute l’assistance nécessaire à ses frais ;
- s’engage à son choix :
 - à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière qu’ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
 - à faire en sorte que l’Administration puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou,
 - dans le cas où l’une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l’Administration les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l’indemniser du préjudice subi.

Par ailleurs, dans le cas où les logiciels concernés n’entrent pas dans le régime de l’article VI.4.2 ci-avant, si le Titulaire entend cesser la fourniture d’un produit couvert par le présent accord-cadre sans qu’une entreprise tierce se substitue à lui, il en informe l’Administration au moins six (6) mois avant la date de prise d’effet de cette mesure.

Il certifie que les codes sources des produits livrés dans le cadre du présent accord-cadre sont déposés auprès d’un tiers de confiance et s’oblige à les y maintenir et à effectuer les dépôts des modifications pendant toute la durée de l’accord-cadre. Sous réserve le cas échéant de l’adhésion préalable (aux frais de l’Administration) à la convention conclue entre le tiers de confiance et le Titulaire et de la réalisation d’un des cas définis dans ladite convention, l’Administration est en droit d’obtenir l’accès gratuit aux codes sources du logiciel.

La responsabilité du Titulaire n’est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l’Administration a fournies au Titulaire pour l’exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l’Administration ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l’allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l’Administration ou à sa demande expresse.

VI.6. Accord préalable/redevance

Au regard de la cession à titre exclusive des droits consentis pour tous les résultats au titre de l'article (V.4 ci-avant), lorsque le Titulaire envisage d'utiliser de quelque façon tout ou partie des résultats nés du présent accord-cadre, il adresse une demande préalable à l'Administration qui dispose de la faculté d'autoriser ou non l'opération et/ou de demander tout aménagement du contrat qui naîtrait de cette réutilisation.

Outre qu'il doit ensuite informer sans délai l'Administration de la signature du contrat, le Titulaire doit ensuite lui envoyer, dans le mois suivant la fin de chaque semestre civil, un relevé des règlements effectué au titre du contrat et, le cas échéant, des évolutions que celui-ci peut connaître. Lorsque celles-ci sont importantes, un accord préalable est de nouveau demandé à l'Administration.

Sauf accord contraire et exprès de l'Administration, le montant des redevances s'élève à 10 % du prix des règlements (hors taxes) effectués au titre du contrat, quelle qu'en soit la nature. Dans les cas d'opérations gratuites ou manifestement sous-estimées, les versements sont calculés sur la valeur, à dire d'expert, du contrat considéré.

Ces redevances peuvent être réduites si les objets, logiciels et/ou des matériels réalisés ne font que partiellement appel aux résultats des prestations effectuées au titre de l'accord-cadre. La réduction est faite selon la règle de la proportionnalité.

Les versements afférents aux éléments qui précèdent doivent être effectués par le Titulaire dans un délai de trente jours à compter de la réception d'un ordre de versement délivré par l'Administration par lettre recommandée avec avis de réception postal. Au-delà de ce délai, les sommes dues portent intérêt au taux légal. Le Titulaire est tenu de donner aux représentants qualifiés de l'Administration les moyens de vérifier l'exactitude des relevés fournis.

Sans préjudice de la mise en œuvre éventuelle des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal, si le Titulaire n'informe pas l'Administration dans les délais prévus ci-avant, il est appliqué des pénalités de retard, dont le montant, proportionnel au retard et aux sommes dues, est déterminé en utilisant le taux des intérêts moratoires.

Dans le cadre de cet accord-cadre, la cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché et ne donne pas lieu à un complément de prix.

VI.7. Régime des données

Les dispositions de l'article 46.2.3 du CCAG-TIC s'appliquent.

VI.8. Transfert des droits de propriété intellectuelle

Les transferts de propriété détaillés au présent article s'effectuent dès réalisation des prestations de l'accord-cadre.

La matérialisation de ce transfert fait l'objet d'une décision signée par le représentant de l'Administration dans les cas suivants:

- lorsqu'a été prononcée l'admission des biens et/ou services après réalisation des opérations de vérification par le ministère de la Justice ;
- lorsqu'a été prononcée l'admission des biens et/ou services en fin de vérification d'aptitude, matérialisé par une décision signée par le représentant de l'Administration ;
- lorsqu'a été prononcée une décision définitive relativement à la conformité des biens et/ou services en fin de vérification de service régulier.

Le Titulaire s'engage ainsi à restituer/fournir à l'Administration, à l'issue de sa prestation ou sur simple demande de celle-ci, l'intégralité des résultats.

Le Titulaire a pour obligation :

- de préciser la liste détaillée des logiciels nécessaires à la satisfaction des besoins de l'Administration, dans le cadre du présent accord-cadre, en distinguant :
 - Les logiciels dont les droits d'utilisation seront – par l'intermédiaire du Titulaire – directement consentis à l'Administration ;
 - Les logiciels dont les droits auront été ou seront consentis au Titulaire - et non pas directement à l'Administration – et les conditions de transfert de ces droits du Titulaire vers l'Administration, à

- l'issue de l'accord-cadre, à des fins d'exploitation de ces droits par cette dernière, son représentant et ses services, et/ou tous tiers désignés par elle pour ses propres besoins ;
- en précisant, parmi les logiciels figurant dans la liste détaillée ci-dessus visée, ceux qui pourront être substitués par un ou plusieurs produits disponibles sur le marché des logiciels et des progiciels, avec mention des noms des produits et de leurs éditeurs ;
 - de préciser toute modalité de *licensing* spécifique dérogeant aux conditions générales de vente des éditeurs ;
 - d'obtenir et de communiquer à l'Administration, toutes informations de même nature concernant les transferts des contrats de maintenance desdits logiciels au bénéfice de l'acheteur.

VI.9. Stipulations finales

Les dispositions de l'article 46.4.3. du CCAG-TIC s'appliquent.

Article VII – Règles de sûreté- sécurité du système d'information

VII.1. Généralités

Au-delà des éléments détaillés ci-après, le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'instruction interministérielle n° 901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 sur la protection des systèmes d'information traitant des informations sensibles non classifiées de défense, du guide ANSSI-PA-097 sur les « recommandations relatives au reconditionnement des ordinateurs de bureau ou portables » de l'ANSSI du 30 juin 2023 ; et se soumettre à toutes les obligations résultant pour lui de son application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret (instruction générale ministérielle n°1300)

Toute violation ou inobservation par le Titulaire et ses éventuels sous-traitants des dispositions figurant dans le présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article XIII du présent accord-cadre ou bien la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions précisées à l'article III.2 ci-avant ou encore le retrait de l'habilitation de l'entreprise à l'accès aux informations ou supports protégés sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

De plus, le Titulaire s'engage à exécuter ses obligations en termes de sécurité des systèmes d'information selon le Plan d'Assurance Sécurité (PAS). Le Titulaire est responsable de sa rédaction initiale, qu'il annexe à son offre, ainsi que de ses évolutions nécessaires pour satisfaire aux exigences de sécurité de l'Administration et ce, pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Par ailleurs, l'Administration, ou son tiers désigné, se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations du présent article, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes à l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du Titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au Titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion.

En cas de non-respect de ses obligations et sans préjudice des poursuites pénales précitées, l'Administration se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre conformément à l'article III.2 du présent CCAP.

VII.2. Confidentialité des informations

Dans le cas où elle est rendue nécessaire à la bonne exécution du présent accord-cadre, l'Administration ouvre au Titulaire et ses éventuels sous-traitants un accès à des informations qui ne peut avoir pour seule finalité que d'assurer la bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution de l'accord-cadre, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant à l'accord-cadre, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel.

L'intégralité des informations ainsi visées et dont le Titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre sont la propriété exclusive du ministère de la Justice et présentent un caractère confidentiel et le Titulaire s'oblige à respecter de façon absolue cette exclusivité et cette confidentialité et à les faire respecter par son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre, à d'autres fins que la bonne exécution de l'accord-cadre, aucune copie des documents et supports d'information confiés par l'Administration pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- ne pas utiliser pour son propre compte ou pour le compte de tiers (personnes privées ou publiques, physiques ou morales) les informations auxquelles il aurait pu avoir accès dans le cadre de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations d'une manière qui soit préjudiciable à l'Administration ;
- ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations en cours d'exécution de l'accord-cadre ainsi que toute forme d'usage ou de traitement illicite ;
- prendre toutes mesures, pour assurer la confidentialité des informations et des traitements ;
- mettre en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les informations contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle ou l'altération et cela concernant toute ressource utilisée par la société pour les besoins de l'exécution de sa prestation.

Les informations sensibles et celles de niveau Diffusion Restreinte (DR) doivent être protégées conformément à l'instruction interministérielle n° 901 relative à la protection des systèmes d'information sensibles ci-avant.

En cas de manipulation d'informations classifiées de défense, le Titulaire respecte l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

VII.3. Exigences particulières attachées au personnel

VII.3.1. – Agrément préalable

Au-delà des dispositions figurant à l'article IV.2.3 du présent CCAP, les personnels du Titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui ont accès aux locaux et/ou aux informations de l'Administration sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales du ministère de la Justice et, en tant que de besoin, les règles de sécurité particulières en vigueur au sein des établissements qui lui sont communiquées.

Par ailleurs, l'Administration se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations ainsi visées, le Titulaire a l'obligation de transmettre à l'Administration la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires pour vérifier la conformité.

Parallèlement et notamment lorsque des enjeux de sécurité le justifient, l'Administration se réserve la possibilité d'exiger que certaines prestations ne soient menées que :

- soit par des personnes habilitées au niveau SECRET ou TRES SECRET dans les conditions stipulées par l'instruction générale interministérielle n° 1300 annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale et les dispositions des articles R 2311-2 à R 2311-9-1 du Code de la Défense ;

- soit par des personnes ayant fait l'objet d'une enquête administrative (EA) dans les conditions stipulées par le code de la sécurité intérieure (article L114-1) et par l'instruction générale interministérielle (IGI) 6600 relative à la sécurité des activités d'importance vitale pour des accès aux points d'importance vitale (PIV) ou aux systèmes d'informations d'importance vitale (SIIV) du ministère de la Justice.

L'Administration se réserve la possibilité d'écarter toute personne qui, au résultat de ces enquêtes de sécurité, présenteraient un avis de sécurité autre que « SANS OBJECTION ».

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

Il est expressément demandé à ce que le titulaire informe dans les délais les plus brefs, tout changement dans la composition des ressources mises à disposition afin de permettre à l'Administration de vérifier les conditions de recevabilité d'un tel changement.

VII.3.2. – Accès aux locaux et usage des ressources

Avant tout commencement des prestations dans les locaux de l'Administration, une autorisation expresse est nécessaire pour :

- toute intervention sur un site de l'Administration ;
- y introduire des matériels exogènes ;
- tout usage des ressources informatiques de l'Administration en dehors de la présence et de la supervision d'un représentant de l'Administration.

Dans ce qui précède, « ressources informatiques » signifient notamment :

- le réseau interministériel de l'État (RIE) ;
- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites du ministère constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques du ministère.

VII.3.3. – Sécurité des profils et conditions de travail

Il est précisé que dans le cadre de la réalisation des prestations du présent accord-cadre, les intervenants du Titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants, doivent être prioritairement de nationalité d'un des États-membres de l'Union Européenne-Espace Schengen.

Le cas échéant, chaque responsable de site définit ses propres règles de vérifications des intervenants qui ont accès à ses locaux. Celles-ci peuvent évoluer tout au long de l'accord-cadre.

Enfin pour des raisons d'impératifs de sécurité des données traitées, d'opérations sensibles réalisées ainsi que pour des nécessités de services concernant l'obligation du travail en équipe pour certaines prestations, après l'obtention de l'autorisation d'utilisation des ressources informatiques précitées, le télétravail dans le cadre du présent accord-cadre n'est pas autorisé, ceci valant pour le Titulaire ainsi que pour ses éventuels sous-traitants, sauf décision contraire expresse de l'Administration à ce sujet très spécifiquement.

VII.4. Gouvernance sécurité

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire fait état d'un Responsable Sécurité Opérationnelle dans ses équipes (assurant les missions de RSSI et d'officier de sécurité), interlocuteur privilégié du ministère, en transmettant ses coordonnées nécessaires.

Celui-ci doit être joignable du lundi au vendredi, de 9H30 à 18H00.

Tout remplacement de ce correspondant doit être notifié à l'Administration dans un délai minimum d'un mois avant son départ.

VII.5. Sort des données

Le Titulaire s'oblige à procéder à la restitution ou à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Sauf indication contraire de l'Administration, une fois la restitution effectuée, la destruction des données doit être totale à l'issue de l'accord-cadre.

La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

VII.6. Protection du système informatique face aux menaces malveillantes

À l'appui des engagements qui précèdent, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens raisonnablement possibles pour protéger son système d'information (maintien en condition de sécurité) des attaques informatiques et, plus globalement, de toute intervention tierce qui aurait pour objet ou pour effet d'ouvrir un accès aux informations.

Si le Titulaire a une suspicion quant à une éventuelle attaque informatique, il informe dans un délai de 24h l'Administration.

S'il constate une attaque informatique ou plus largement toute intrusion sur ses réseaux, il :

- En informe sans délai l'Administration et précise si des informations ont pu être atteintes, copiées, divulguées, corrompues, détruites ou autres ;
- Dans le cas d'un incident avéré, le Titulaire met en œuvre une cellule de crise avec le ministère de la Justice.
- Adresse à l'Administration par la suite un rapport complet indiquant les moyens qu'il a mis en œuvre pour faire cesser le problème, ainsi que ceux qu'il met en place pour prévenir tout nouvel incident.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes à l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du Titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au Titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le Titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

VII.7. Obligations relatives aux matériels informatiques mis à disposition du Titulaire

Les matériels informatiques (ordinateur portable, périphériques, ...) fournis par le ministère de la Justice à tout intervenant du marché restent la propriété du ministère de la Justice. A la date de mise à disposition de ce matériel, tout intervenant du marché en devient détenteur-dépositaire.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-TIC, un constat contradictoire est établi, pour contrôler l'état détaillé des matériels au moment de leur mise à disposition du Titulaire. Ce constat est signé par les deux parties.

Les lieux de récupération et de restitution des biens matériels confiés à tout intervenant du marché sont déterminés par les services compétents du ministère de la Justice. Le titulaire du marché devra se conformer à cette règle d'usage.

Tout intervenant du marché, détenteur-dépositaire de ce matériel, s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sauvegarde et la sécurité de ces composants informatiques notamment d'empêcher qu'ils ne soient subtilisés, perdus, dégradés, déformés, endommagés ou communiqués à des personnes non autorisées.

Les intervenants du titulaire du marché s'engagent à respecter les obligations suivantes :

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des matériels informatiques relatifs aux missions ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des matériels pendant la durée de la mission.

En complément de l'article 18.1.2 du CCAG-TIC, le Titulaire sollicite le service compétent du ministère de la Justice lorsqu'il identifie un besoin ou toute question en matière d'entretien du matériel fourni par le ministère de la Justice.

Dans le strict cas des matériels informatiques mis à disposition par l'Administration, lorsque ledit matériel informatique est endommagé, détruit ou perdu, le Titulaire n'est pas tenu de le remplacer, par dérogation à l'article 18.1.4 du CCAG-TIC.

Toute violation ou inobservation, par un intervenant du titulaire du marché, des mesures de sauvegarde du matériel et de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner une imputation financière sans préjudice des peines prévues par les dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

A compter de la date de départ de l'intervenant mentionnée dans le tableau de mouvement du ministère de la Justice, les éléments matériels dont disposent les intervenants du Titulaire du marché sont restitués au ministère de la Justice dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés.

En cas de non-restitution des matériels dans le délai susmentionné ou en cas de restitution des matériels dans un état non identique à celui établi dans le constat de contradictoire, l'Administration se réserve la possibilité d'appliquer toutes les sanctions prévues par les stipulations du marché (pénalités, suspension du paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, etc).

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire du marché conformément à l'article XII.3.5 du présent CCAP.

La présente clause s'applique des mêmes procédures et dans son entièreté en cas de sous-traitance.

Article VIII – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit Règlement Général sur la Protection des Données, la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dite loi « Informatique et Libertés »⁶.

Conformément à la réglementation susvisée, le ministère de la Justice a désigné un Délégué à la Protection des Données dont les coordonnées sont les suivantes :

Ministère de la Justice

DPD

13 Place Vendôme

75001 Paris

dpd@justice.gouv.fr

VIII.1. Données traitées par l'Administration et le Titulaire du marché dans le cadre de la gestion de leur relation contractuelle

L'Administration et le Titulaire peuvent être amenés à traiter des données à caractère personnel concernant leurs personnels ou collaborateurs, telles que les noms, prénoms, adresses mails, numéros de téléphone des représentants et/ou des personnes de contact de l'Administration et du Titulaire, la liste n'étant pas exhaustive. Ces données sont traitées par chacune des parties de façon indépendante, en qualité de responsable de traitement, pour la gestion de la relation contractuelle qui les lie.

Chacune des parties s'engage à traiter ces données à caractère personnel dans le respect de la réglementation précitée.

A ce titre, elles s'engagent notamment à informer leurs propres personnels ou collaborateurs de l'existence de ces traitements, à traiter les demandes d'exercice de droits qui pourraient être formées par leurs propres personnels ou collaborateurs et à conserver les données à caractère personnel pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

VIII.2. Données traitées par le Titulaire du marché au nom et pour le compte de l'Administration

Au regard de la réglementation susvisée, l'Administration est responsable de traitement, le Titulaire est sous-traitant.

A ce titre et lorsque cela s'applique, une annexe de sous-traitance « Informatique et Libertés » devra être complétée et signée par le ou les sous-traitants dans les meilleurs délais après la notification du marché. L'annexe prévoit, en plus des clauses génériques découlant de l'article 28 du RGPD, des appendices portant sur la nature du traitement, la sous-traitance ultérieure et les mesures de sécurités appliquées au traitement en objet. La complétion des différentes parties de l'annexe, est obligatoire et non négociable.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire des dispositions figurant dans le présent article et son annexe, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions précisées à l'article II.2 ci-avant.

En cas de non-respect des dispositions du présent article et son annexe, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-16 à 226-24 du code pénal. Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

⁶ Les termes utilisés dans le présent article trouvant en tant que de besoin leur définition dans ces textes.

Article IX – Commandes

IX.1. Proposition préalable

Les commandes de biens et/ou services désignés comme faisant l'objet de propositions préalables sont initiées par une demande de l'Administration accompagnée de tous les éléments nécessaires à l'établissement desdites propositions.

Le Titulaire adresse dans les dix (10) jours qui suivent ladite réception de la demande une proposition détaillée ou, le cas échéant, des préconisations ou des remarques argumentées concernant la demande sauf à ce qu'un délai spécifique soit accordé par l'Administration, le cas échéant sur demande du Titulaire adressée au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés qui suivent la réception de la demande.

Cette proposition comprend toutes les informations utiles à l'établissement de la commande le cas échéant définies aux CCTP, soit au minimum les éléments suivants :

- l'intitulé du projet de l'accord-cadre ;
- la désignation des biens et/ou services couverts par la commande (qui font référence le cas échéant aux numéros d'une ou plusieurs unités d'œuvres indivisibles/chantiers) ;
- en cas de groupement, l'individualisation des prestations sont présumées exécutées par le mandataire ;
- une proposition de délai de livraison et/ou d'exécution ;
- les éléments de prix établis conformément à l'acte d'engagement et ses annexes (références précises de l'annexe financière tels que le cas échéant, précisé dans l'offre du Titulaire).

IX.2. Passation de la commande

IX.2.1. – Régime général

Lorsqu'elle souhaite commander un ou plusieurs des biens ou services couverts par l'accord-cadre, l'Administration notifie au Titulaire un bon de commande qui comprend toutes les informations utiles, et notamment :

- les références de l'accord-cadre (intitulé du projet, numéro du marché) ;
- le numéro de l'engagement juridique Chorus du marché et du bon de commande ;
- le numéro de référence du bon de commande et la date de la commande ;
- le descriptif complet du (des) bien(s) et/ou service(s) commandé(s), intégrant une reprise des éléments de la proposition préalable et de l'individualisation des prestations, s'il y a lieu ;
- le(s) lieu(x) précis de livraison et/ou d'exécution ;
- le (ou les) nom(s) du (ou des) représentant(s) de l'Administration prenant en charge la livraison ou suivant l'exécution ;
- les éléments de prix (prix hors taxes non remisé, prix hors taxes et TTC après application de la remise le cas échéant) fixés par référence aux éléments figurant dans l'acte d'engagement et le montant global de la commande ;
- les conditions particulières de livraison et/ou de réception (le cas échéant).

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, il est précisé que :

- les commandes sont notifiées huit (8) jours ouvrés au plus tard avant la date souhaitée de leur commencement d'exécution et/ou de livraison ;
- le Titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de ladite notification pour adresser à l'Administration toute observation relative à la commande. Passé ce délai, il est réputé en avoir accepté les termes.

Il est précisé que, s'agissant spécifiquement des prestations faisant l'objet d'une demande de proposition technique préalable sur la base des dispositions de l'article IX.1 ci-avant, en cas d'absence de réponse ou de réponse non-pertinente dans les délais contractuels, l'Administration émet unilatéralement une commande en fixant elle-même un

délai raisonnable et un montant calculé sur la base des éléments figurant à l'acte d'engagement et ses annexes tels que le cas échéant, précisés dans le mémoire financier du Titulaire.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande ainsi notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

IX.3. Modification de la commande

Lorsque l'Administration, soit de sa propre initiative soit sur proposition du Titulaire, décide de faire effectuer des modifications du contenu d'une commande, elle adresse à ce dernier un modificatif du bon de commande/ ordre de service qui s'appuie, le cas échéant, sur une proposition modificative du Titulaire établie dans les mêmes conditions que la proposition initiale.

Les modificatifs sont au plus tard notifiés huit (8) jours avant la date souhaitée de leur prise d'effet. Le Titulaire dispose de cinq (5) jours à compter de la notification pour adresser à l'Administration toute observation relative au modificatif de la commande. Passé ce délai, le Titulaire est réputé en avoir accepté les conditions d'exécution.

En revanche, dès lors que la commande modificative est conforme aux éléments contenus dans la proposition modificative du Titulaire, celui-ci est, dès sa notification, réputé en accepter les conditions d'exécution.

Le Titulaire se conforme aux modificatifs qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Article X – Prix/règlement

X.1. Forme et composition des prix

Les prix sont établis en euros et sont révisables dans les conditions définies à l'article X.2 du CCAP.

Le prix ainsi révisé constitue le prix de règlement.

La forme des prix du présent accord-cadre est mentionnée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ceux-ci sont unitaires ou forfaitaires.

L'acte d'engagement détermine les prix et tarifs applicables au présent accord-cadre. Prix et tarifs qui, outre les éléments prévus dans le présent document et dans la proposition du Titulaire (notamment participation aux réunions et comités, fourniture de compte-rendu...) incorporent forfaitairement tous les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations et, en particulier :

- la fourniture des biens et services nécessaires, ceci incluant outre ladite fourniture l'intégralité des éléments forfaitairement compris dans le prix (documentation, garanties...);
- les frais de transport et de séjour du personnel du Titulaire, sous réserve des dispositions de l'article X.4. du présent document.

Les sous-jacents sur lesquels sont fondés les éventuels prix forfaitaires du présent accord-cadre, et en particulier les charges exprimées en homme/jour, ne peuvent être considérées comme limitatives et dès lors, peuvent être dépassées, si nécessaire, sans supplément de prix pour l'Administration.

Le Titulaire certifie que les prix et tarifs stipulés dans l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux qu'il pratique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à donner à l'Administration, à la demande de cette dernière, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Les prix et tarifs sont réputés comprendre toutes les charges fiscales (sachant que le taux de TVA applicable aux prestations considérées, actuellement en vigueur, est de 20 %), parafiscales et autres applicables. Ils prennent en compte la variation des conditions économiques dans les conditions stipulées à l'article X.2 ci-après.

X.2. Variation des conditions économiques

X.2.1. – Généralités

Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, par application de la formule suivante :

$Pr = Po \times [0,30 + 0,70 \times (I_{rev} / I_0)]$	Où :	$Pr =$	Prix révisé (€HT) ;
		$P_0 =$	Prix fixé dans l'offre du titulaire (€HT) ;
		$I_0 =$	Valeur de l'indice connu à la date de réception de l'offre du titulaire
		$I_{rev} =$	Valeur de l'indice Syntec connue et publiée à la date anniversaire de la notification du marché

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est l'indice Syntec.

L'indice Syntec est lu sur le site Internet de la fédération Syntec⁷.

Le Titulaire adresse trente (30) jours calendaires avant la date de révision susmentionnée, la nouvelle annexe financière à l'Administration. Dans le cas contraire, la révision des prix ne pourra pas être appliquée. Il donne toute précision utile justifiant ce tarif.

⁷ <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

L'Administration se réserve la possibilité de rejeter la demande de révision si elle ne respecte pas les conditions de la présente clause. L'Administration fait connaître au Titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception par l'Administration de la nouvelle annexe financière, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévues au présent article.

Cette dernière entre en vigueur quinze (15) jours calendaires après acceptation de l'Administration.

Si le présent dispositif d'ajustement des prix entraîne une augmentation annuelle supérieure à 2%, l'Administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre et ce sans indemnité.

X.2.2. – Règle d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

X.3. Avances/Acomptes

X.3.1. – Régime général

Avances :

Par application de l'article 11.1 du CCAG-TIC l'option retenue pour la détermination de l'avance est l'option A.

Sauf renonciation expresse du Titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Elle est remboursée selon les modalités fixées dans lesdits articles.

Conformément à l'article R. 2191-7 plus précisément, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à 12 mois, à 15 % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à 12 mois, à 15 % de 12 fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Acomptes :

Si le règlement ne peut intervenir dans un délai de trois mois à compter du début des prestations objet du bon de commande, il peut être versé au Titulaire des acomptes.

Le versement d'acomptes est subordonné à la remise par le Titulaire d'un constat d'avancement reprenant les prestations exécutées et/ou les biens livrés en application de la commande. Cet état est vérifié et validé par l'Administration qui émet un procès-verbal de constat d'avancement.

Le montant de l'acompte est déterminé par l'Administration sur la base de l'état susvisé. Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, ou l'acompte est, soit réduit, soit suspendu, jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Le cumul des acomptes ne peut être supérieur à 70% du montant total du bon de commande. Le solde est réglé après prononcé de la vérification définitive.

X.4. Frais de transport et/ou de séjour

Par exception aux dispositions ci-avant, il est précisé que des frais de transport et/ou de séjour au titre du présent accord-cadre peuvent être versés s'agissant des prestations qui trouvent à s'exécuter hors du (ou des) lieu(x) d'exécution des prestations défini(s) à l'article IV.3 ci-avant.

Faisant l'objet d'un accord préalable de l'Administration, ces frais sont déterminés sur la base des dispositions s'appliquant aux personnels de l'Etat ⁸.

X.5. Liquidation des paiements

Le paiement définitif des prestations est effectué après prononcé de l'admission dans les conditions prévues à l'article XI.3 du présent document (date de livraison ou fin d'exécution des prestations).

Il est précisé que le paiement des prestations continues est effectué trimestriellement, à terme civil échu - à savoir le 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre - et, en cas de trimestre incomplet, le montant est calculé *pro rata temporis*, sur la base de mois réputés être de 30 jours.

Les sommes ainsi dues sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Administration ou de la date de fin d'exécution des prestations si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de défaut de paiement, dans le délai prévu ci-avant, imputable à l'Administration contractante ou au comptable assignataire au sens des articles R. 2192-31 au R. 2192-36 du code de la commande publique relatifs à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le créancier a droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€.

Il est par ailleurs précisé que les dispositions de l'article 11.7.2 du CCAG-TIC trouvent à s'appliquer dans le cas où le Titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans le délai de quarante-cinq (45) jours qui suivent l'admission des biens et/ou services couverts par le présent accord-cadre.

X.6. Facturation

Pour obtenir paiement des biens et/ou services fournis au titre de l'accord-cadre, le Titulaire adresse sa facture sous forme dématérialisée - précisant les sommes auxquelles il prétend et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes - sur le portail *ad hoc* ouvert par l'A.I.F.E. (Agence pour l'informatique financière de l'État)⁹.

Outre l'intégralité des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-TIC, les factures ainsi adressées comportent :

- le numéro de l'engagement juridique Chorus du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- l'intitulé / l'objet du marché.

Article XI – Vérifications

XI.1. Remise des prestations/Livraison

Dès lors que, conformément aux éléments figurant dans l'accord-cadre et dans sa proposition, le Titulaire considère une prestation réalisée et/ou un livrable prêt pour présentation, il établit un bordereau de mise à disposition, qui après

⁸ décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ; arrêté du 14 avril 2015 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

⁹ <https://chorus-pro.gouv.fr>

avoir été contresigné par le représentant de l'Administration de la prise en charge des prestations du présent marché, est immédiatement adressé au service identifié à l'article X.6 ci-avant (en veillant à lui doter date certaine).

Ce bordereau, qui marque le point de départ des opérations de vérification dans les conditions fixées à l'article XI.2 ci-après, comporte *a minima* les indications suivantes :

- L'identification de la commande, de l'accord-cadre et de son Titulaire ;
- La date de mise à disposition ;
- Le détail des biens et/ou services concernés ;
- Le cas échéant les restrictions à la livraison fixant un détail des prestations non-réalisées et, en tant qu'ils existent, détaillant les attendus dont l'absence explique cet état de fait.

Dans l'hypothèse où de telles restrictions figurent dans le bordereau, un document contradictoire est élaboré entre le Titulaire et l'Administration pour décider de la suite à donner aux prestations considérées et, en particulier, pour analyser la nécessité d'une modification de la commande réalisée conformément aux dispositions de l'article IX.3 ci-avant.

Pour les vérifications effectuées dans les établissements du Titulaire, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire notifie à l'Administration que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

XI.2. Déroulé des opérations de vérification

Les vérifications ont pour but de constater que les biens et/ou services livrés au titre du présent accord-cadre sont conformes aux engagements du Titulaire.

Par dérogation aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC, deux types de vérification, définies à la Partie 6 du CCTP, sont prévues en fonction de la nature de la prestation :

- les vérifications d'activité, décrites à la Partie 6.2 dudit CCTP, concernent les prestations ponctuelles et les prestations récurrentes.

Celles-ci s'effectuent périodiquement sur la base des livrables définis dans le CCTP, dans l'offre du Titulaire et, le cas échéant, des documents élaborés en cours de marché (revues qualité, tableaux de bord, etc.).

- les vérifications documentaires, décrites à la Partie 6.3 du CCTP.

Pour les prestations qui supposent la remise d'un livrable « papier » ou « numérique » (études, audits...) l'Administration dispose d'un délai de deux (2) mois pour effectuer les vérifications.

Dans ce cas, la conformité des livrables est vérifiée après service fait sur la base d'une double analyse quantitative (complétude / exhaustivité des livrables, intégralité de la satisfaction des demandes) et qualitative (pertinence, qualité rédactionnelle, simplicité, lisibilité...).

De plus, la proposition du titulaire incorpore nécessairement un détail des objectifs mesurables de performances et des tests et/ou mesures à même de caractériser que, les vérifications précitées, les éléments livrés sont conformes aux dispositions du présent accord-cadre.

Enfin, pour apprécier ladite conformité, et étant précisé que les objectifs mesurables susvisés sont intangibles, outre les éléments qui figurent ainsi dans la proposition du titulaire, l'Administration peut définir et mettre en œuvre de nouveaux tests et/ou mesures lorsqu'elle estime que ceux-ci sont nécessaires.

XI.3. Décisions de l'Administration

À l'issue des vérifications, exécutées dans les conditions ci-avant, l'Administration prononce l'admission si elles répondent aux stipulations du marché, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions stipulées à l'article 34 du CCAG-TIC et selon les délais mentionnés au CCTP.

Chacune de ces décisions doit faire l'objet d'une décision écrite de l'Administration, communiquée au Titulaire.

Par dérogation aux dispositions des articles 33.2.1. et 33.2.2. du CCAG-TIC :

- Quel que soit le type de vérification, le délai pour prononcer une décision est de quinze (15) jours ouvrés calculés à compter de la fin des opérations définies à l'article XI.2 ci-dessus ;
- Il est précisé que toute prestation incorrectement exécutée est considérée comme non-exécutée ;
- L'Administration peut par ailleurs prononcer l'ajournement dans le cas où, bien que l'essentiel de la prestation soit considéré comme conforme aux stipulations de l'accord-cadre, subsistent des difficultés que le Titulaire s'engage alors à résoudre dans les délais prévus au CCTP.

Par dérogation aux articles 34.1 et 33.2.2. du CCAG-TIC, les décisions de l'Administration ne peuvent en aucun cas être tacites (la non-réponse de l'Administration dans les délais portés par le CCTP s'assimilant dès lors à des décisions implicites de rejet).

Dans le cas d'une décision d'ajournement des prestations, si les prestations nécessaires ne sont pas réalisées dans le délai fixé et que, partant, elle ne peut prononcer l'admission des prestations, l'Administration peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire en faisant, en tant que de besoin, appel à un tiers.

Article XII – Gestion des performances

XII.1. Généralités

Chacun des manquements aux obligations portées par le cadre du présent accord-cadre peut cumulativement donner lieu à pénalisation et/ou à réfaction.

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres.

Pour chaque lot, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant global exigible des pénalités est limité à 30 % du montant hors taxe des prestations commandées dans le cadre du marché (hors pénalités concernant les engagements sur les correspondants du Titulaire, qui n'est pas une prestation commandée mais applicable pour tous les types de prestations et à n'importe quel moment de l'exécution du contrat).

Si elle n'est pas conditionnée à une mise en demeure, l'application de pénalités donne lieu à une notification expresse au Titulaire lui ouvrant un délai de quinze (15) jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, en l'absence de réponse ou de justification suffisamment motivée, il est réputé les avoir acceptés.

Le montant des pénalités ainsi établi vient en déduction des paiements à effectuer au titre de l'accord-cadre, indépendamment du recours direct de l'Administration en cas d'insuffisance des sommes dues ou le cas échéant, sous forme d'avoir applicables aux commandes ultérieures.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations dans les conditions indiquées aux articles XI et XII ci-avant, et si l'Administration exige leur conformité aux stipulations du présent accord-cadre, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de fin du délai d'exécution ou de signalisation par l'Administration et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Sachant que le point de départ du calcul des pénalités est le délai contractuel figurant dans le présent accord-cadre, dans la proposition du Titulaire et/ou dans les bons de commandes/ordres de service, il doit être considéré que celles-ci sont dues :

- Jusqu'à la date effective de prononcé de l'admission dans le cas où l'Administration a été conduite à prononcer un (ou plusieurs) ajournement(s) dans le cadre des vérifications effectuées conformément aux dispositions de l'article XI ci-avant ;
- Jusqu'à la date effective de rejet dans le cas où telle est la décision de l'Administration à l'issue desdites vérifications.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le défaut dans l'exécution de l'accord-cadre peut donner lieu et, notamment, de la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions précisées à l'article III.3 ci-avant ou, en tant que de besoin, d'une action en dommages-intérêts.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date effective de fin des relations contractuelles.

XII.2. Modalités de calcul des pénalités

Chaque fois que la qualité ou les délais de livraison et/ou d'exécution contractuels prévus aux pièces de l'accord-cadre ou dans les bons de commande, le cas échéant dans les ordres de services, n'ont pu être respectés par le titulaire de son fait, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée :

- soit par application d'une formule ;
- soit sur la base d'un système de points de pénalités unitaire (PPU).

– Formule de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, chaque fois que les délais contractuels de livraison et/ou d'exécution prévus dans l'accord-cadre ou dans les bons de commande n'ont pu être respectés par le titulaire de son fait, celui-ci encourt une pénalité calculée par l'application de la formule suivante (sachant que P = Montant en € des pénalités) :

$$P = \frac{V \times R}{500} \quad \text{où} \quad \begin{array}{ll} V = & \text{Valeur du montant total en € HT de la prestation impactée ;} \\ R = & \text{Nombre de jours ouvrés de retard, par rapport aux délais de référence indiqués dans le CCTP ou le bon de commande.} \end{array}$$

– Points de pénalités unitaires

Pour certaines prestations, l'administration se base sur un système de points de pénalités unitaire (PPU) qui correspond à des cas de démerite présent au titre de cet accord-cadre.

Le montant d'un point de pénalités unitaire (1 PPU) est fixé à 1 000 €.

L'administration calcule trimestriellement les pénalités applicables en cumulant tous les PPU qui n'ont pas fait l'objet de sanctions au titre du précédant décompte.

Les différents cas de démerite et leurs valorisations sont indiqués dans le tableau suivant :

Intitulé de la prestation	Cas de démerite	Points de démerite
Correspondants et intervenants du titulaire (article IV.2 du CCAP)	Un membre clé de l'équipe du titulaire (selon le Ministère) n'a pas été remplacé à niveau équivalent dans le délai prévu	1 PPU par jour ouvré de retard de remplacement à niveau équivalent
	Le préavis de départ d'un membre clé de l'équipe du titulaire (selon le Ministère) n'a pas été respecté	0,5 PPU par jour calendaire de retard de préavis
	La période minimale de recouvrement entre ancien et nouveau membre clé de l'équipe du titulaire (selon le Ministère) n'a pas été respectée	1 PPU par jour ouvré de recouvrement non assuré
Comitologie (Partie 3.4 du CCTP)	Le titulaire du marché n'a pas organisé ou animé les comités détaillés au CCTP	2 PPU par non tenue d'un comité
	Le titulaire du marché n'a pas respecté les délais de remise du compte-rendu à l'issu du comité selon les conditions définies dans le CCTP	0,2 PPU par jour ouvré de retard
Prestations de formation	Le titulaire n'a pas respecté le délai contractuel de réalisation du plan de	0,2 PPU par jour ouvré de retard

(Lot 1 - Partie 5.1.5 du CCTP ; Lot 2 - Partie 5.2.4.3 du CCTP ; Lot 3 - Partie 5.3.4.2 du CCTP ; Lot 4 - Partie 5.4.3.3 du CCTP)	formation tels que définis au CCTP.	
	Le titulaire n'a pas respecté le délai contractuel de conception de la formation tels que définis au CCTP	0,2 PPU par jour ouvré de retard
	Le titulaire n'a pas respecté le délai contractuel de l'animation de la formation tels que définis au CCTP	0,2 PPU par jour ouvré de retard
Prestations d'assistance technique (Lot 2 - Partie 5.2.4.2 du CCTP ; Lot 3 - Partie 5.3.4.1 du CCTP ; Lot 4 - Partie 5.4.3.2 du CCTP)	Le titulaire n'a pas respecté les délais contractuels de résolution de demande bloquante ou critique tels que définis au CCTP sur la durée d'exécution de chaque prestation.	0,5 PPU par heure ouvrée de retard pour chaque demande formulée par l'Administration
Prestations d'administration fonctionnelle (Lot 2 - Partie 5.2.4.1 du CCTP)	Le titulaire n'a pas respecté les délais contractuels d'exécution tels que définis au CCTP	0,2 PPU par heure ouvrée de retard
Prestations d'administration fonctionnelle (Lot 4 - Partie 5.4.3.1 du CCTP)	Le titulaire n'a pas respecté les délais de traitement des demandes tels que définis au CCTP, l'attendu étant un taux de conformité de tenue des délais de 90% (L'examen du taux de 90% des actions commandées se fera à chaque COPIL).	0,2 PPU par heure ouvrée de retard, applicable sur chacune des demandes n'ayant pas respecté le seuil de 90%
Lot 1 - Partie 5.1.3 du CCTP	Le titulaire n'a pas respecté l'engagement de niveau de service de respect de couverture des exigences tel que définis au CCTP, l'attendu étant un taux de couverture des exigences de 95% pour un incrément (ou 3 mois ouvrés).	1 PPU par tranche de 10% en deçà du seuil
	Le titulaire n'a pas respecté l'engagement de service de couverture des risques « produit » tel que définis au CCTP, l'attendu étant un taux de couverture des risques « produit » supérieur à 95% pour un incrément (ou 3 mois ouvrés).	1 PPU par tranche de 10% en deçà du seuil
	Le titulaire n'a pas respecté l'engagement de niveau de service de conformité des stratégies des test tel que défini au CCTP, l'attendu étant un taux de conformité des stratégies de tests supérieur à 90%.	0,5 PPU par tranche de 10% en deçà du seuil
	Le titulaire n'a pas respecté l'engagement de niveau de service de conformité rédactionnelle des cas de test tel que défini au CCTP, l'attendu étant un taux de conformité rédactionnelle des cas de test supérieur à 95% pour un incrément (ou 3 mois ouvrés).	0,5 PPU par tranche de 10% en deçà du seuil
	Le titulaire n'a pas respecté l'engagement de niveau de service d'anomalies sans cas de test	0,5 PPU par tranche de 10% au-delà du seuil

	tel que défini au CCTP, l'attendu étant un taux d'anomalies sans cas de test inférieur à 5% pour un incrément (ou 3 mois ouvrés).	
--	---	--

XII.3. Types et modalités de calcul des pénalités

XII.3.1. - Pénalités pour non-respect d'une exigence contractuelle

Hormis les cas de pénalités spécifiques prévus ci-avant au sein du présent CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du Titulaire n'est pas respecté, celui-ci encourt sur simple constatation du ministère de la Justice une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le titulaire.

XII.3.2. - Pénalités pour non-respect des clauses SSI

Conformément à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le Titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur.

XII.3.3. - Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'égaconditionnalité (H/F)

En cas de non-respect des délais de remise du questionnaire de fin de marché relatif à la promotion de la diversité et d'égaconditionnalité ou du bilan, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour ouvré de retard.

XII.3.4 - Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

XII.3.5 – Pénalité pour non-respect des obligations relatives aux matériels informatiques mise à disposition par l'Administration

En cas de non-restitution d'un matériel informatique fourni par l'Administration dans le délai mentionné à l'article VII.7 du présent document ou en cas de restitution d'un matériel informatique fourni par l'Administration dans un état non identique à celui établi dans le constat de contradictoire, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 500€.

XII.4. Responsabilité

Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du CCAG-TIC et sauf les cas de faute lourde et de manquement à un engagement contractuel essentiel, le droit à réparation de l'Administration, à raison du préjudice direct subi dans l'exécution du présent accord-cadre, est limité de convention expresse :

- Au montant HT effectivement commandé par l'Administration au titre du présent accord-cadre au moment du constat par celle-ci du fait générateur de la responsabilité dans le cas où n'existe pas de minimum.

Il est par ailleurs précisé que le Titulaire ne peut en aucun cas être tenu responsable d'un dommage indirect qui résulterait des biens et/ou services livrés ou fournis au titre du présent accord-cadre.

XII.5. Exonération des pénalités

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € HT pour l'ensemble du marché.

Par ailleurs, le Titulaire n'encourt pas de pénalités s'il peut démontrer que le dépassement de délai a pour origine :

- la force majeure ;
- une faute de l'Administration (indisponibilité des équipes notamment) ;
- Une indisponibilité ou interruption d'environnement de recette et/ou de performance mis à disposition par l'Administration intervenant sur un trimestre dont le montant cumulé par type dépasse les 40 heures ouvrées par trimestre.

Pour ce faire, celui-ci doit transmettre à l'administration une demande d'exonération de pénalités dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification par l'administration des pénalités encourues.

Cette demande est analysée par l'administration mais n'entraîne exonération que pour autant que soit prononcée une décision expresse de l'Administration dans ce sens, décision qui peut en outre intégrer unilatéralement la fixation de nouveaux engagements nécessairement fixés par référence à ceux figurant dans l'accord-cadre.

XII.6. Dérogation au principe d'exclusivité

Parallèlement aux dispositions qui précèdent relatives aux pénalités et réfections et sans préjudice des autres sanctions (notamment du pouvoir de résiliation), l'Administration se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution de prestations commandées au titre de l'accord-cadre dès lors qu'elle constate une défaillance du Titulaire.

Ouverte dès lors qu'une mise en demeure de l'Administration assortie d'un délai est restée sans effet, cette procédure déroge au principe d'exclusivité, le Titulaire ne pouvant alors prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Elle reste ouverte à l'Administration tant que celui-ci n'a pas adressé un plan de remédiation aux difficultés constatées et que ledit plan a été formellement accepté par l'Administration.

Article XIII – Dispositions sociales et environnementales

XIII.1. Clauses environnementales

XIII.1.1. – Documents et livrables respectueux de l'environnement

Le Titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales....

Le Titulaire doit également, pendant toute la durée du marché, privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur. Le Titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

XIII.1.2.- Communication du BEGES et Plan de transition associé du Titulaire

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du Titulaire soumis à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de trois (3) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Un nouveau BEGES (et plan de transition) sera communiqué à l'Administration si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du présent marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer son plan de transition via son rapport de performance extra-financière ; ils indiqueront le lien à l'Administration.

XIII.1.3. – Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables ;
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables » ;
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) ;
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

XIII.2. Considération sociale pour l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, deux mois avant la date de fin du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat.

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché.

XIII.3. Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le présent accord-cadre une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le Titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;

- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lots	Nombre d'heures d'insertion minimum à réaliser sur toute la durée d'exécution du marché
<i>Lot 1 – « Pilotage, conception et exécution des tests »</i>	16 000 heures
<i>Lot 2 – « Test de Performance »</i>	2 200 heures
<i>Lot 3 – « Automatisation des tests »</i>	500 heures
<i>Lot 4 – « Administration de l'outillage de test »</i>	500 heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le Titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer le Titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel et à l'article VIII du présent CCAP.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à l'Administration et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris copie alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article XII.2.4 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

L'EPEC agit en tant que responsable du traitement des données concernant le public visé par la présente clause. Elle est en charge de l'information de la personne concernée au titre de l'article 13 du RGPD.

De ce fait, elle communique aux personnes concernées les finalités du traitement auquel sont destinés leurs données à caractère personnel, à savoir le suivi et le contrôle de l'action d'insertion. Pour ce faire, l'EPEC utilise le logiciel CLAUSE, développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Les personnes concernées, les représentants de l'entreprise attributaire, les représentants du pouvoir adjudicateur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion, sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et vingt-quatre (24) mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus. En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées six (6) mois maximum à compter de l'enregistrement de la personne concernée et de ses données dans les fichiers de suivi.

La conservation de ces données pendant une durée de quarante-huit (48) mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et vingt-quatre (24) mois après la fin de l'accord-cadre concerné s'explique par des logiques internes.

La comptabilisation des heures d'insertion du public en insertion peut aller jusqu'à quatre (4) ans maximum, ce qui explique l'intérêt pour le facilitateur d'avoir accès à ces données pendant toute cette période.

Concernant les vingt-quatre (24) mois après la fin de l'accord-cadre, ils s'expliquent par la nécessité de suivre le parcours du public, à différentes échéances : six (6) mois après la sortie du public du dispositif, douze (12) mois après la sortie du public du dispositif, deux (2) ans après la sortie du public du dispositif.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservation ne pourront s'appliquer si :

- La personne concernée exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ces derniers sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement de la personne concernée, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), la personne concernée bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de limitation du traitement de ses données. Elle peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Après vérification de son identité par le responsable du traitement, dans le respect des dispositions de l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019, la personne concernée peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Ce dont elle sera informée à l'embauche dès son intégration dans le dispositif. La personne concernée est informée de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés par deux moyens : soit en accédant au service de plainte en ligne disponible à cet endroit : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> soit en la contactant par voie postale à l'adresse suivante :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission des informations concernant les personnes bénéficiaires du dispositif par l'entreprise attributaire entraînera l'impossibilité de donner une suite au positionnement de ces dernières.

Article XIV – Dispositions diverses

XIV.1. Utilisation de la langue française/terminologie

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein du présent document, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

L'ensemble des livrables de l'accord-cadre et des correspondances qui y sont relatives à l'accord-cadre est rédigé en français.

Les termes employés dans le présent accord-cadre ont le sens que leur attribue la commission d'enrichissement de la langue française.

XIV.2. Précisions relatives aux PME

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions portées par le présent document, des aménagements particuliers peuvent trouver à s'appliquer s'agissant des PME¹⁰ et, en particulier, s'agissant de la périodicité de versement des acomptes prévue à l'article X.3 qui peut être mensuelle lorsque le Titulaire est une PME et qu'il en fait la demande.

Dans le cas où d'autres aménagements existent qui ne sont pas prévus par le présent document ou qui sont introduits dans le courant de l'exécution de l'accord-cadre, ils prévalent sans autre formalisme sur les dispositions figurant dans les documents contractuels visés au XIV.1 ci-avant.

XIV.3. Sous-traitance

XIV.3.1 – Généralités

Si le Titulaire reste toujours responsable du respect de ses engagements contractuels, il peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services du présent accord-cadre à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable par l'Administration de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

XIV.3.2 – Présentation d'un sous-traitant

Pour obtenir l'acceptation susvisée, le Titulaire adresse à l'Administration un acte spécial (formulaire DC 4 ou équivalent) qui précise tous les éléments de l'article R. 2193-3 du code de la commande publique.

Plus globalement, il s'engage à livrer à l'Administration toute information de nature à éclairer sa décision d'acceptation du sous-traitant et lui communique le contrat de sous-traitance lorsque celle-ci en fait la demande.

XIV.3.3 – Acceptation du sous-traitant

Outre que l'acceptation du sous-traitant n'est pas possible en l'absence des différents éléments listés au XIV.3.2 ci-avant, l'Administration agréée ou refuse le sous-traitant présenté en fonction des éléments suivants :

- La part des prestations sous-traitées, la sous-traitance totale d'un sous-traitant étant prohibée ;
- Les garanties techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- L'équilibre du contrat de sous-traitance étant considéré que, si le montant du contrat de sous-traitance est fixé librement entre le Titulaire et son sous-traitant, l'Administration peut refuser la sous-traitance lorsqu'elle crée au détriment du sous-traitant un écart manifestement injustifié par rapport aux éléments portés par le présent accord-cadre.

XIV.3.4 – Précisions relatives aux modalités de paiement

Sur sa demande, une avance peut être versée au sous-traitant éligible au paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-10 à 22 du code de la commande publique.

¹⁰ Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

Si elle doit être libellée au nom de l'Administration, la demande de paiement du sous-traitant, qui comporte les mêmes éléments que ceux figurant à l'article X.6 ci-avant, doit parallèlement être adressée par ledit sous-traitant :

- au Titulaire du marché (ceci sous pli recommandé avec accusé de réception ou sous forme de dépôt contre récépissé auprès de celui-ci) ;
- à l'Administration, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande (ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé).

L'Administration adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le Titulaire dispose quant à lui de quinze jours calendaires pour faire savoir s'il accepte ou refuse ledit paiement et notifier cette décision au sous-traitant et à l'Administration.

Le paiement du sous-traitant est effectué conformément aux éléments figurant ci-avant, étant cependant précisé que le délai de paiement court à compter de la réception par l'Administration de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours calendaires mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Administration de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'Administration informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

XIV.4. Changements dans la situation du Titulaire / mandataire

XIV.4.1.- Changement de dénomination sociale

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le ministère de la Justice à l'adresse suivante : marches.ssic-sg@justice.gouv.fr et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement. Un Certificat administratif est établi par le ministère de la Justice.

XIV.4.2.- Changement de contractant en cours d'exécution de l'accord-cadre

Avant tout transfert de l'accord-cadre à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement informer par écrit le ministère de la Justice à l'adresse suivante : marches.ssic-sg@justice.gouv.fr.

Le ministère de la Justice vérifie alors que le futur Titulaire dispose ou disposera des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. En vue de cette vérification, le Titulaire produit l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail.

A la suite de cette vérification, un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire sera signé entre les parties.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter l'accord-cadre, le ministère de la Justice prononce sa résiliation sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de ce chef.

Le non-respect de ces dispositions par le Titulaire a notamment pour effet de suspendre le délai réglementaire de paiement.

XIV.4.3.- Cas de défaillance du mandataire

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de huit (8) jours ouvrés. A défaut, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

XIV.5. Gestion des différends

Le présent accord-cadre est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

XIV.5.1. – Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

XIV.5.2. – Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

XIV.5.3. – Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

En cas d'échec du règlement amiable, le différend relève de la compétence du tribunal administratif de Paris.

XIV.6. Dérogations au CCAG/Aménagements

Pour l'exécution du présent accord-cadre :

- Il est dérogé aux articles 3.7.2 ; 4.1 ; 8 ; 10.2.3 ; 14.1.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3 ; 18.1.4 ; 27 ; 31 ; 32 ; 33.2.1 ; 33.2.2 ; 34.1 ; 43.3 ; 44, 45, 46.3 ; 51 ; 50.2 du CCAG-TIC ;
- Il convient de lire « l'Administration » et « accord-cadre » chaque fois que les termes « le pouvoir adjudicateur » et « le marché » chaque fois que ces termes sont utilisés dans le CCAG.

Par ailleurs, les notifications et communications prévues à l'article 3.1 dudit CCAG peuvent prendre la forme d'une télécopie ou d'un envoi électronique, le Titulaire devant alors formellement en accuser réception.